

Running Water

West African bulletin on integrated Water Resources Management
Bulletin Ouest Africain de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau

July 2008
Juillet 2008 - N°16

PIWAG

Le financement de l'UE va renforcer les actions du GWP/AO

EU funding to strengthen GWP/WA actions

- Interview du Président / *Interview with the Chair*
- Réactions des PNE / *CWPs react*
- Connaissance du Programme / *Learning about the Programme*

AWW 1



1ère Semaine Africaine de l'Eau à Tunis

1st African Water Week in Tunis

- La déclaration ministérielle / *Ministerial declaration*

INVIT E/GUEST

**La nouvelle Présidente
du GWP,
Dr Letitia OBENG**



***GWP new chair,
Dr Letitia OBENG***

EDITORIAL

EDITOR'S WORD P 5

L'ACTUALITÉ

IWRM NEWS

Les hommes/femmes de médias de la région initiés à la GIRE
The media professionals in the region initiated to IWRM..... P 6



Atelier sur la cartographie des incidences
GWPAO et CAFTAC s'initient à la méthodologie

Outcome Mapping

Learning the methodology P 10

Réunion du Comité de Pilotage

Steering committee meeting P 11

DOSSIER

SPECIAL REPORT

Lancement du PIWAG

The launching of PIWAG P 12

Extraits de discours

Excerpted versions from Addresses P 12

QU'EST-CE QUE LE PIWAG?

Learning to know PIWAG P 14



GWP/WA Secretariat

03 BP 7112 Ouagadougou Burkina Faso

Tel : (226) 50 36 62 12- Fax : (226) 50 36 62 08 - E-mail : watac@fasonet.bf

Directeur de la publication

Managing Editor
Madiodio NIASSE

Rédacteur en chef

Chief Editor
Sidi COULIBALY

Secrétaire de rédaction

Assistant Editor
S. C & STUDIO YIPIN CRÉATIONS

GWP-WA Secretariat :

Madiodio Niasse - Dam Mogbanté - Hervé M. Ouédraogo - Almoustapha M. Maïga
- Agathe Traoré - Marwan Ladki - Sidi Coulibaly - Florence Poussi

Ont collaboré à ce numéro / Collaborators :

Kwame Odame-Ababio (PAGEV-UICN)
Patrick Apoya (ANEW)

Crédit photos : GWP-WA, Sidi Coulibaly

Edition / Publication : Studio Yipin Créations :

01 BP 4339 Ouaga 01 - Tél : (226) 50 31 23 20 - BF

Ce numéro est imprimé avec le soutien financier de la Commission de l'Union Européenne
This issue was printed with the financial support of the European Commission.

© Running Water est une publication du Partenariat Ouest Africain de l'Eau. La reproduction d'extraits à des fins non commerciales est autorisée sans formalité à condition de citer avec exactitude la source. / © *Running Water is a publication of the West African Partnership. Reproduction for non-commercial purposes is authorized without formalities provided the source is fully acknowledged.*

DOSSIER

SPECIAL REPORT

Réactions PNE - *CWP reactions* P 16

Interview du président du GWP/AO

Interview with GWP/WA Chair P 19

Première semaine africaine de l'eau : **Une bonne première fois**

First African water week : A good starting P 23

Options pour renforcer la participation des acteurs à la gestion des ressources en eau transfrontalière

Expérience du Projet de gouvernance des ressources en eau de la Volta

Options for increasing stakeholder participation in transboundary water resources management

Experiences from Volta Water Governance Project P 24



Atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement en matière d'eau et d'assainissement

L'Obsession des chiffres et la problématique de l'équité sociale et du genre

Meeting the Water and Sanitation Millennium Development Goals

Obsession with Numbers Undermining Social and Gender Equity Issues P30

Entretien avec Laetitia Obeng – Présidente du GWP

«Sans la sécurité en eau, le potentiel des économies n'est pas atteint et la lutte contre la pauvreté ralentie»

Interview with Laetitia Obeng- GWP Chair

“Without water security, economies will not grow at their potential and poverty reduction will be slow” P 32

Première Semaine africaine de l'eau, Tunis, 26-28 mars 2008

Déclaration ministérielle sur l'accélération de la sécurité de l'eau pour le développement socioéconomique de l'Afrique

First African Water Week - March 26-28, 2008 Tunis

Ministerial Declaration on Accelerating Water Security for Africa's Socio- Economic Development P 34



Chers partenaires et lecteurs de Running Water,

En décembre 2004, le Comité de Pilotage au cours de sa réunion à Dakar donnait mandat au Secrétariat Exécutif du GWP/AO de sou-

mettre une proposition de projet au financement de la première phase de la facilité eau ACP/UE. La première proposition soumise à l'UE par mon prédécesseur Athanase Compaoré (à qui je rends hommage au passage) a été par la suite présélectionnée et j'ai eu l'honneur de poursuivre la tâche en supervisant l'élaboration de la proposition détaillée, processus dans lequel se sont fortement investis le Secrétariat, le Comité technique régional (RTEC) et GWPO. Ces efforts inlassables, entamés depuis fin 2004 n'ont pas été vains parce que la convention de financement entre la Commission de l'Union Européenne et le GWPO pour la mise en œuvre du Programme pour l'amélioration de la gouvernance de l'eau en Afrique de l'Ouest (PIWAG) a été signée le 13 août 2007. Ce soutien financier, d'un montant de 2.546.429 euros (dont 1.909.822 euros de l'UE et 636607 euros de contrepartie financière par GWPO) pour trois ans, permet au GWP/AO de disposer de moyens conséquents pour consolider sa gouvernance interne (aux plans régional et national) et conduire sur le terrain des

actions vigoureuses de promotion de la GIRE. Le lancement officiel du PIWAG a eu lieu le 19 mars 2008 à Ouagadougou.

Comme je l'avais déjà dit à cette occasion, cet appui ouvre certes de nouvelles perspectives, mais aussi pose de nouveaux défis pour le GWP/AO. J'en parle dans l'entretien qui suit à l'intérieur du journal. La première réunion du Comité de Pilotage du GWP/AO, depuis le démarrage du programme, tenue les 17 et 18 mars 2008 a donné des orientations afin que la mise en œuvre du programme puisse se faire en tenant compte de toutes les contraintes et réalités spécifiques à notre région. Ces derniers mois le Secrétariat Exécutif s'est attelé à la prise en compte de ces orientations. La deuxième réunion statutaire du Comité de Pilotage qui se tient en mi-juillet devra être l'occasion de passer en revue les aménagements proposés, et adopter une proposition d'action claire et pertinente, conformes aux règles et procédures auxquelles doivent se conformer les programmes cofinancés par la facilité ACP-UE. C'est le lieu de remercier la Commission de l'Union Européenne pour la confiance qu'elle nous accordée en finançant cette initiative.

Cette marque de confiance a été réaffirmée par la présence de son Excellence Amos TINCANI, Ambassadeur et Chef de la Délégation de la Commission européenne au Burkina Faso lors de la cérémonie de lancement du PIWAG. Nous exprimons aussi notre gratitude au GWPO pour avoir

accepté de co-financer notre programme. Nous voulons en particulier rendre hommage à Madame Margaret Catley-Carlson alors Présidente du GWP et à M. Emilio Gabbrielli, Secrétaire Exécutif du GWPO. Alors que Mme Catley-Carlson vient de quitter la tête du GWP et que M. Gabbrielli a annoncé son départ du GWPO; nous voudrions leur témoigner notre gratitude et notre reconnaissance pour leurs actions en faveur du GWP en général et notre région en particulier.

Notre objectif à nous tous, acteurs du domaine de l'eau en Afrique de l'Ouest, est la réalisation de la sécurité de l'eau pour notre continent. Cette problématique était au centre de la première semaine africaine de l'eau qui s'est tenue du 26 au 28 mars 2008 à Tunis. Le Secrétariat du GWP/AO, à l'image de la grande famille du GWP, était représenté à cet événement. Running Water a saisi cette opportunité pour s'entretenir avec la nouvelle Présidente du GWP, Dr Letitia OBENG, qui se trouve être de notre région (elle est originaire du Ghana). Sa présence à la tête du GWP est un motif de très grande fierté pour nous tous. Je voudrais la remercier pour sa disponibilité et lui réitérer encore une fois la disponibilité de la région à l'accompagner dans la conduite de sa mission.

Dr Madiodio NIASSE
Président du GWP/AO

Dear Partners and Readers of Running Water,

The steering committee at its meeting in Dakar in December 2004 instructed the GWP/WA Executive Secretariat to submit a draft proposal for funding under the first phase of the ACP/EU water facility. The first proposal submitted to the EU by my predecessor Athanase COMPAORE (to whom I pay tribute) was subsequently short-listed and I had the honour to carry on the task by supervising the development of the detailed proposal; process in which the Secretariat, the RTEC and GWPO devoted a lot of efforts. These tireless efforts initiated since late 2004 have not been vain since the funding agreement between the European Union Commission and GWPO for the implementation of the programme for the improvement of Water Governance in West Africa (PIWAG) was signed on October 2nd, 2007. This three year financial support amounting to Euros 2,546,429 (Euros 1,909,822 from the EU and Euros 636,607 as a financial counterpart from GWPO) gives GWP/WA substantial means for strengthening its internal governance (at regional and national levels) and conducting on the field vigorous actions to promote IWRM. PIWAG was officially launched on March 19th, 2008 in

Ouagadougou.

As I had already stated on that occasion, such support gives indeed new prospects but also raises new challenges for GWP/WA. I discuss this in the interview inside the bulletin.

The first meeting of the Steering Committee of GWP/WA held on 17 and 18 March 2008 since the start up of the programme gave orientations so that the programme could be implemented while taking into account all the constraints that are specific to our region. These last few months, the Executive Secretariat was committed to taking into account these orientations. The second statutory meeting of the steering committee scheduled to take place in mid-July should be the occasion to review the proposed adjustments and to adopt a clear and relevant proposal of action in compliance with the regulations and procedures of programmes jointly funded by the ACP-EU facility. In this regard, we must extend our gratitude to the European Union Commission for the confidence which it places in us by financing this initiative. This confidence was reaffirmed by the presence of his Excellency Amos TINCANI, Ambassador and Head of the Delegation of the European Commission in Burkina Faso at the PIWAG launching ceremony. We also

extend our gratitude to GWP for accepting to jointly finance our programme. We particularly wish to pay tribute to Mrs Margaret Catley-Carlson, former chair of GWP and to Mr. Emilio GABRIELLI the former GWPO Executive Secretary. While Mrs. Catley-Carlson has left the GWP chairmanship some months ago and Mr. Gabrielli has just left from GWPO; we express to them our gratitude and acknowledgement for their actions in favour of GWP in general and of our region in particular.

The objective of all of us, actors of the water sector in West Africa is the achievement of water security for our continent. This issue was at the core of the first Africa Water Week held on March 26-28, 2008 in Tunis. The GWP/WA Secretariat, like the whole GWP family, was represented at that event. Running water seized the opportunity to interview the new chairperson of GWP, Dr Letitia OBENG who happens to be from our region (she is from Ghana). Her chairing the GWP gives all of us grounds for being very proud. I wish to thank her for her availability and reiterate once again the availability of the region for accompanying her in the achievement of this mission.

Dr. Madiodio NIASSE
GWP/WA Chairman

Les hommes/femmes de médias de la région initiés à la GIRE

Du 27 au 29 décembre 2007 s'est déroulé à l'Hôtel PLAZA de Bamako au Mali, l'atelier de formation des journalistes sur le thème « Gestion intégrée des ressources en Eau et Environnement, rôle des médias dans le changement de comportement en Afrique de l'Ouest ».

L'atelier initié et organisé par le GWP/ AO visait à informer et sensibiliser les hommes de média sur les questions liées à la gestion des ressources en eau. Conscient du rôle des médias sur la prise de conscience de la population, il est attendu d'eux une prise de conscience afin d'être des porte-paroles pour une bonne information et sensibilisation des dirigeants politiques et des populations pour un changement de mentalité.

Etaient présents à ce rendez-vous, les hommes de média des onze pays membres de l'Afrique de l'Ouest où existe déjà un Partenariat National de l'Eau (Bénin, Burkina, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, et Togo) plus la Guinée Bissau et la Mauritanie, de même que les représentants des institutions régionales actives dans le secteur de l'eau et de l'environnement telles que : l'ANEJ (réseau africain des journalistes en environnement), l'UCRE/ CEDEAO (Unité de Coordination des Ressources en Eau), l'ABN (Autorité du Bassin du fleuve Niger), l'OMVS (Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal), le WWF (Fonds

Mondial pour la Nature), le CREPA (Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût), l'AAE (Association Africaine de l'Eau).

La séance d'ouverture a été marquée par quatre allocutions prononcées respectivement par le Président de la Maison de la Presse du Mali, le Chef de cabinet du Ministère de la Communication et des Nouvelles Technologies de l'Information représentant Madame la Ministre empêchée, le Secrétaire Exécutif du GWP/ AO et le discours d'ouverture par le Chef de Cabinet du Ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau représentant le Ministre empêché.

Dans son allocution, le Président de la Maison de la Presse du Mali a souligné le rôle actif très important que les journalistes sont appelés à jouer aujourd'hui dans la gestion intégrée des ressources en eau. C'est pourquoi ils ont besoin d'avoir des références nécessaires, a-t-il estimé, d'où la nécessité de renforcer leurs capacités en la matière. Pour M. Makan Koné, les journalistes sont un relais indispensable pour un plaidoyer fort et actif susceptible d'atteindre tou-

Brèves

Nouvelles sur les PAWD

Sénégal

Le Sénégal a obtenu de la Facilité Africaine de l'Eau (FAE) un appui financier de un million six cent mille (1.600.000) Euros pour la mise en œuvre de son Plan national d'Action de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PAGIRE). Le Gouvernement du Sénégal a également prévu une dotation de cent millions (100.000.000) FCFA environ cent cinquante deux mille (152.000) euros dans le Budget Consolidé d'Investissement (BCI) 2008. D'autres partenaires financiers seraient disponibles pour appuyer la mise en œuvre de ce Plan qui a été validé en fin d'année 2007.

Mali

Le gouvernement a adopté le Plan national d'Action de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PAGIRE). C'était à l'issue du Conseil des Ministres du 09 avril 2008.

Le communiqué qui l'annonce, précise que ce plan « propose des actions concrètes destinées à assurer la mise en

The media professionals in the region initiated to IWRM

From 27th to 29th December 2007 was held at the PLAZA Hotel of Bamako, Mali, the journalists training workshop on the topic « Integrated Water Resources Management and Environment, role of the media in behavioural change in West Africa ».

The workshop, which was initiated and organized by GWP/WA aimed at providing information and raising the awareness of the media professionals on issues relating to water resources management. Since the media play a great role in sensitizing the population, they are expected to be aware, in order to be mouthpieces for proper information and awareness raising of the population and political leaders mentality change.

In attendance to this workshop were media professionals from the eleven West African member countries where a Country Water Partnership already exists (Benin, Burkina, Cape Verde, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinea, Mali, Niger, Nigeria, Senegal, and Togo) plus Guinea Bissau and Mauritania, as well as representatives from regional institutions

involved in water sector and environment, including: ANEJ (African Network of Environmental Journalists), WCRU/ ECOWAS (Water Resources Coordinating Unit), NBA (Niger River Basin Authority), OMVS (Organisation for the Development of the Senegal River), WWF (World Wild Fund), CREPA (Regional Centre for low cost Drinking Water Supply and Sanitation), AfWA (African Water Association).

The opening session was marked by four speeches delivered respectively by the chairman of the "Press house Mali", the private secretary of the Ministry of Communication and New Information Technologies representing her Excellency the Minister and the Executive Secretary of GWP/WA; the opening speech was delivered by the private secretary

News in brief

PAWD News

Senegal

Senegal was granted a financial support of one million and six hundred thousand (1,600,000) Euros by the African Water Facility (AWF) to implement its Integrated Water Resources Management National Action Plan (PAGIRE). The Government of Senegal also allocated CFAF one hundred million (100,000,000) that is about one hundred and fifty two thousand (152.000) euros in the 2008 Consolidated Investment Budget (BCI). Other financial partners seem interested in supporting the implementation of this Plan which was validated in late 2007.

Mali

The Government has adopted, on April 9th, 2008 the Integrated Water Resources Management Plan of Action (PAGIRE). The communiqué announcing it makes it clear that this Plan "proposes concrete actions for the implementation of the National Water Policy Orientations. It will

œuvre des orientations de la politique nationale de l'eau. Il sera exécuté en deux phases : 2007-2011 et 2012-2015». Le Mali a adopté son Code de l'Eau en 2002 et son document de politique nationale de l'eau en 2006. Et cette politique a pour objectif de « contribuer à la lutte contre la pauvreté et au développement durable en apportant des solutions appropriées aux problèmes de l'accès à l'eau », selon toujours le communiqué du Conseil des Ministres. Aussi, le pays a fait l'option de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) comme mode de gestion durable des ressources en eau. La mise en œuvre du PAGIRE devra contribuer à l'atteinte des objectifs de développement du millénaire en matière d'accès à l'eau potable.

L'élaboration du PAGIRE du Mali et du Sénégal a bénéficié de l'appui financier de l'Agence Canadienne pour le Développement International (ACDI) à travers le Programme pour le Développement de l'Eau en Afrique (PAWD). Le PAWD est un programme du GWP soutenu financièrement dans sa première phase par le Canada pour accompagner cinq pays africains dont deux en Afrique de l'Ouest (Mali et Sénégal) et dans sa deuxième phase par les Pays-Bas pour six pays africains dont le Cap Vert et le Bénin en Afrique de l'Ouest.

be carried out in two phases: 2007-2011 and 2012-2015."

Mali adopted its Water Code in 2002 and its National Water Policy Document in 2006. The objective of this policy is to "contribute to poverty control and to sustainable development by providing appropriate solutions to water access problems" according to the communiqué of the Council of Ministers. Therefore, the country has chosen Integrated Water Resources Management (IWRM) as a sustainable water resources management method. The implementation of the PAGIRE shall contribute to the achievement of the Millennium Development Goals as regards access to potable water.

The development of the Mali and Senegal PAGIRE benefited from the financial support of the Canadian International Development Agency (CIDA) through the Programme for Water Development in Africa (PAWD). The PAWD is a GWP programme the first phase of which is financially supported by Canada, in order to support five African countries including two in West Africa (Mali and Senegal) and its second phase by the Netherlands to support six African countries including Cape Verde and Benin in West Africa.

tes les couches sociales en vue d'une prise de conscience collective.

M. Mohamed Sadou Yattara, chef de cabinet représentant Madame la Ministre de la Communication et des Nouvelles Technologies de l'Information notera que la gestion efficace et efficiente des ressources en eau ne saura se réaliser sans le changement de mentalité qui passe nécessairement par la sensibilisation, l'information et la communication et pour ce faire, les médias sont mieux indiqués pour aider à atteindre cet objectif de part leur rôle auprès des populations et a exhorté les participants à tirer le maximum de cet atelier.

Le Secrétaire Exécutif du GWP/ AO a, quant à lui, commencé par une présentation sommaire du Partenariat Mondial de l'Eau (GWP) à travers sa mission et ses premières

activités dans la sous région. Il a également rappelé la mise en place à Bamako en 2002 du GWP/AO, sa mission et ses récentes activités dans les pays de l'Afrique de l'Ouest précisément dans le soutien à l'élaboration des Plans d'action GIRE, le soutien au renforcement des capacités des acteurs multiformes du secteur de l'eau dans lequel s'inscrit la présente session. Pour M. Dam MOGBANTE, l'un des résultats de la rencontre de Bamako devra être la mise en relation des hommes de médias avec leurs confrères responsables de la communication dans les institutions sous régionales en charge de l'eau. Un tel résultat permettra la création d'un groupe au sein duquel l'accès et la circulation de l'information sur l'eau sont facilités. Tel est le souhait du Secrétaire Exécutif du GWP/AO qui a indiqué que son institution



Ph. S. Coulibaly

Photo de groupe des journalistes

Group picture of journalists

of the Ministry of Mines, Energy and Water representing the Minister.

In his speech, the Chairman of the Press house Mali underlined the active and very important role of journalists today in integrated water resources management. This is the reason why he considers that they need to have the necessary references, hence the need to strengthen their capacities in this area. According to Mr. Makan Koné, journalists are an indispensable relay for strong and active advocacy likely to reach all the social strata in a view to collective awareness raising.

Mr Mohamed Sadou Yattara, private secretary representing the Minister of Communication and New Information Technologies noted that efficient water resources management cannot be achieved without mentality change which necessarily goes through awareness raising, information and communication. For that purpose the media are in a best position to help achieve this objective given their role among

the population; he further urged the participants to draw the maximum from this workshop.

The GWP/WA Executive Secretary, started with a summary presentation of the Global Water Partnership (GWP), its mission and primary activities in the sub-region. He also recalled the establishment of GWP/WA in Bamako in 2002, its mission and recent activities in West African countries, specifically the support to the development of IWRM action plans, and the support for multiform water sector stakeholders capacity building in which this session fits. For Mr Dam MOGBANTE, one of the outcomes of the Bamako meeting should be the establishment of contacts between the media professionals and their colleagues in charge of communication in sub-regional water institutions. This achievement will enable the setting up of a group within which, access to water-related information and flow of such information are facilitated.

s'engage à rester fidèle à sa mission aux côtés des acteurs du secteur afin qu'avec ses partenaires la présente action soit pérennisée au bénéfice d'une gestion responsable et durable des ressources en eau.

Le représentant du Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau, M. Souleymane Diallo, chef de cabinet, a aussi souligné le rôle important des médias dans le changement de comportement. Il a indiqué que le GWP/AO donne avec cette formation la preuve de son engagement à jouer pleinement le rôle que les gouvernements des pays ouest africains attendent de lui dans le processus de reformes entamées depuis quel-

ques années. Il a relevé l'appui que le GWP apporte à certains pays de la sous région à travers le programme pour le développement de l'eau en Afrique (PAWD) dont le Mali est bénéficiaire.

La GIRE expliquée aux journalistes

Les participants ont unanimement admis que la rencontre a été une bonne initiative et une occasion d'échange et d'apprentissage sur l'approche et le concept GIRE. « Je ne donnais pas autant d'importance à la question de l'eau », a admis une participante qui s'est engagée à changer sa façon de voir et de trai-



Ph. S. Coulibaly

Cérémonie d'ouverture

This is the wish expressed by the GWP/WA Executive Secretary who indicated that his institution undertakes to remain faithful to its mission alongside with the sector stakeholders so that with its partners, this action may be sustained to the benefit of a responsible and sustainable water resources management. The representative of the Ministry of Mines, Energy and Water, Mr Souleymane Diallo, private secretary also underlined the important role of the media in behavioural change. He indicated that GWP/WA, with this training, gives evidence of its commitment to fully play the role that the governments of the West African countries expect from it in the reform processes started since a few years. He highlighted the support provided by GWP to some countries in the sub-region through the Programme for African Water Development (PAWD) of which Mali is a beneficiary.

IWRM explained to journalists

Participants unanimously admitted that the meeting was a good initiative and an opportunity for sharing and learning on the IWRM

Official ceremony

approach and concept. A participant who committed herself to change her way of considering and addressing issues related to water resources management recognizes « I did not attach so much importance to the water issue ».

Apart from the clarification provided on IWRM principles and tools, participants took cognizance of the GWP initiatives to support the development process of IWRM plans in Mali, Senegal, Cape Verde and Benin (PAWD Programmes), and of the NBA shared vision as well as the actions of the Organisation for the Development of Senegal River (OMVS). The various institutions invited made themselves known to the journalists of the region.

All the presentations were followed by lively discussions. The group sessions allowed highlighting the major ideas which will be used to develop an action plan for a better involvement of the media professionals in IWRM.

Individual commitment

The participants recommended among others:

Brèves

UN PROGRAMME FINANCÉ PAR L'UNION Européenne dans le cadre de la facilité Eau ACP/UE soumis par le PNUE et ses partenaires UCC-Water, UCRE/CEDEAO et GWP/AO d'un montant de 1 595 712, va soutenir le processus d'élaboration de plan GIRE dans sept pays de la région. Il s'agit de: Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Sierra Leone, et Togo. Le GWP/AO doit s'occuper de la mobilisation sociale et de la mise en place de plate-formes d'échanges et de dialogue pour les acteurs du secteur.

LA 8^{ÈME} RÉUNION DU COMITÉ DE PILOTAGE du Programme pour l'amélioration de la gouvernance de l'eau de la Volta (PAGEV) s'est tenue le 29 février à Accra au Ghana. Le document de programme de la phase transitoire octobre 2007 à décembre 2008 a été examiné et adopté. Un bilan des activités réalisées a été exposé par l'équipe de projet. Le Comité de Pilotage a salué tous les efforts réalisés et encouragé l'équipe à persévérer pour l'atteinte des objectifs fixés qui se résument à l'amélioration de la gouvernance de l'eau de la Volta entre le Burkina et le Ghana à travers l'implication des populations riveraines. Le PAGEV est une initiative mise en œuvre conjointement par l'UICN-BRACO et le GWP/AO en collaboration avec la DGRE (Burkina Faso) et la WRC (Ghana). Pour plus de renseignements sur le PAGEV voir le dossier dans ce Running Water.

News in brief

A PROGRAMME FUNDED BY THE EUROPEAN Union as part of the ACP/EU water facility and submitted by the UNEP and its partners UCC-Water, WRCU/ECOWAS, and GWP/WA amounting to 1 595 712 will support the process of IWRM plan development in seven countries of the region, including Côte-D'Ivoire, the Gambia, Guinea, Guinea Bissau, Liberia, Sierra Leone, and Togo.

GWP/WA will focus on social mobilisation and the setting up of platforms of exchange and dialogue for water sector stakeholders.

THE 8TH MEETING OF THE STEERING Committee of the Programme for the improvement of the Volta water Governance (PAGEV) was held on 29th February in Accra, Ghana. The programme document for the transitional phase, October 2007 to December 2008 was discussed and adopted. The assessment of the achievements was submitted by the project team. The Steering Committee welcomed all the efforts made and encouraged the team to persevere for the achievement of the stated objectives, which can be summed up in the improvement of the Volta water governance between Burkina Faso and Ghana through the involvement of riparian populations. PAGEV is an initiative

LE PÔLE DE L'EAU DE OUAGADOUGOU (PEO), une association qui regroupe les institutions du secteur de l'eau à Ouagadougou s'est réunie le 14 mai 2008 dans les locaux de la direction de l'Institut international de l'ingénierie de l'Eau et l'environnement (2IE- ex groupe EIER-ETSHER). La rencontre avait pour but d'examiner le document d'étude de faisabilité d'un site web comme lieu de rencontre des professionnels de l'eau. Ce document ayant acquis l'assentiment des participants, il s'agira de passer à l'étape de recherche de financement pour la phase critique de réalisation de cet ambitieux programme dont la pérennité est l'aspect le plus important. Le secrétariat du PEO est assuré par le 2IE. Le GWP/AO participe à ce regroupement.

L'ANNUAIRE DES ACTEURS DU SECTEUR DE l'eau et l'irrigation est disponible depuis plusieurs mois sur le site de l'Association Régionale pour l'irrigation et le drainage en Afrique de l'ouest et du Centre (ARID). Cet annuaire a été réalisé en partenariat entre l'ARID et le GWP Afrique de l'ouest. Il est ouvert à tous les acteurs du secteur qui peuvent se faire enregistrer en envoyant leurs coordonnées à watac@fasonet.bf ou info@arid-afrique.org. L'annuaire est consultable sur le site de l'arid : www.arid-afrique.org

jointly implemented by IUCN-BRACO and GWP/WA in collaboration with WRC (Ghana) and DGRE (Burkina). For more information on PAGEV, see the dossier in this issue of Running Water.

THE "POLE DE L'EAU DE OUAGADOUGOU" (PEO), a network which gathers together the water sector institutions in Ouagadougou held a meeting on 14th May 2008 in the premises of the "International Institute for Water and Environmental Engineering" (2IE-former EIER-ETSHER Group). The objective of the meeting was to examine the feasibility study document for a website as a meeting place for water professionals. This document having been approved by the participants, the stake will be to move to the fund raising stage to finance the critical phase of the realization of this ambitious programme the sustainability of which is the most important aspect. The PEO secretariat is ensured by the 2IE. GWP/WA takes part in this gathering.

THE DIRECTORY OF THE WATER AND IRRIGATION sector is available since several months on the site of the Regional Association for Irrigation and Drainage in Western and Central Africa (RAID). This directory was developed in partnership between RAID and

ter les questions liées à la gestion de la ressource eau.

En plus des principes et outils GIRE qui ont été expliqués, les participants ont pris connaissance des initiatives du GWP sur l'appui à l'élaboration des plans GIRE au Mali, Sénégal, Cap Vert et Bénin (Programme PAWD), de la vision partagée de l'ABN ainsi que des actions de l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS). Les différentes institutions invitées se sont fait connaître des journalistes de la région.

Toutes les communications ont été suivies d'échanges animés. Les travaux de groupe ont permis de dégager de grandes idées qui vont servir pour l'élaboration d'un plan d'action pour une meilleure implication des hommes/ femmes de médias dans la GIRE.

Un engagement individuel

Les participants ont recommandé entre autres de:

- créer un groupe de distribution et de discussion électronique afin de maintenir le contact avec le GWP/AO et faciliter la circulation de l'information pour travailler à la mise en place d'un groupe formel sous forme de réseau ou d'association au niveau régional;
- rester en contact avec les différents Partenariats Nationaux de l'Eau (PNE) dans les pays afin de faciliter la mise en place de réseaux nationaux de journalistes sur la GIRE dans les pays où ces réseaux n'existent pas encore afin de maintenir une collaboration étroite;
- alimenter la revue « Running Water », le bulletin régional du GWP/AO sur la GIRE

avec des articles;

- contacter les organes de presse pour faciliter la création de rubriques ou d'espaces réservés à l'eau et l'environnement;
- organiser des ateliers plus « techniques » avec des thèmes plus spécifiques et plus ciblés.

Ils ont en outre pris chacun l'engagement personnel de travailler à une meilleure couverture par leur organe de presse.

Pour le GWP/AO, l'atelier a atteint ses objectifs qui étaient entre autres de :

- créer des rapports étroits de collaboration avec le monde des médias de la région pour une meilleure circulation de l'information ;
- faciliter le partage de l'information entre hommes de médias de différents pays ;
- faire connaître les acteurs institutionnels de l'eau et secteurs connexes aux hommes de médias pour faciliter la collecte et le bon traitement de l'information ;
- identifier tous les obstacles et amener les journalistes à faire une meilleure couverture des questions liées à l'eau et l'environnement.

Bamako est une première étape dans l'implication totale des hommes/ femmes de média dans la GIRE.

Un atelier de suivi aura lieu en fin juillet 2008 au Niger.

Compte rendu de Sidi COULIBALY

- to set up a dissemination and electronic discussion group in order to keep contact with GWP/WA and facilitate information flow with a view to set up a formal group under the form of a network or an association at the sub-regional level ;

- to keep in touch with the various Country Water Partnerships (CWP) in the countries in order to facilitate the creation of a national journalists network on IWRM in countries where these networks do not exist yet so as to maintain close collaboration;

- to feed the review « Running Water », the GWP/WA regional bulletin on IWRM with articles ;

- to contact the press organs in order to facilitate the creation of sections or spaces reserved for water and environment;

- to organize more « technical » workshops with more specific and more targeted topics. Moreover, they took personal commitments each to work towards better coverage by their press organs.

For GWP/WA, the workshop has achieved its objectives which included:

- to establish close collaboration with the media circles in the region for a better information flow;*
- to facilitate information sharing among the*

media professionals from various countries:

- to make water and related sectors institutional stakeholders known to the media in order to facilitate proper information processing*
- to identify all the obstacles and to lead the journalists to make better coverage of water and environment-related issues.*

Bamako is the first step in the comprehensive involvement of the media professionals – men and women in IWRM.

A follow up workshop will be organised by the end of July 2008 in Niger.

Report by Sidi COULIBALY

Atelier sur la cartographie des incidences GWP AO et CAFTAC s'initient à la méthodologie

Le GWP Afrique du Centre et de l'Ouest étaient réunis en atelier de formation les 14 et 15 avril 2008 à Dakar sur le thème de « Formation à la Définition des Intentions et au Suivi de la cartographie des incidences du GWP pour les Partenariats de l'Eau de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ». Une trentaine de participants de 14 pays de ces deux régions (Bénin, Cameroun, Cap Vert, Centrafrique, Congo-Brazzaville, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Sao Tomé et Principe, Tchad et Togo) ont été initiés pendant ces deux jours aux éléments de base de la cartographie des incidences par le consultant du GWP, M. Ricardo WILSON-GRAU.

La méthodologie de la cartographie des incidences a été développée par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada pour fournir des mécanismes de planification, de suivi et d'évaluation pour permettre de documenter leurs réalisations, d'en tirer les leçons et rendre des comptes. Elle permet de rendre compte des résultats obtenus par une organisation en tenant compte de la contribution des autres acteurs dans l'amélioration du bien-être humain et de l'état de l'environnement recherché.

Le GWP a adapté et introduit cette méthodologie dans sa planification et son système de rapportage en fin 2007. Le consultant WILSON-GRAU a été recruté pour la mise en œuvre de cette ambitieuse

action de mise en valeur des résultats de ces activités. Dans la phase d'élaboration de son plan stratégique 2009-2013, il était indispensable que les régions et pays du GWP aient les éléments de base pour leur permettre de mieux contribuer au développement du plan stratégique de la phase 2009-2013. Les participants à cet atelier se sont unanimement déclarés satisfaits, mais ils ont déploré la durée trop courte de la formation.

Organisé avec le soutien financier du GWPO, par les Secrétariats régionaux du GWP Afrique du Centre et de l'Ouest et le PNE Sénégal, la rencontre a permis d'exposer les différentes composantes de la cartographies des incidences (CDI).



Ph. GWP/AO

Outcome Mapping : Learning the methodology

GWP / Western and Central Africa held in a training workshop on April 14th and 15th 2008 in Dakar on the topic « Training in GWP Outcome Mapping Intentional Design and Monitoring for the GWP Central and West Africa Water Partnerships ». About thirty participants from 14 countries of these two regions (Benin, Cameroon, Cape Verde, Central African Republic, Congo-Brazzaville, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinea, Mali, Niger, Senegal, Sao Tomé and Principe, Chad and Togo) were exposed during these two days to the basic elements of the outcome mapping by the GWP consultant, Mr Ricardo WILSON-GRAU.

The methodology of outcome mapping was developed by the Canadian International Development Research Centre (IDRC), in order to provide planning, monitoring and evaluation mechanisms enabling to document their implementations, to draw lessons and to report on them. It makes it possible to report the achievements by an organisation while taking into account the contribution of other stakeholders to the expected improvement in human well-being and environment.

GWP adapted and introduced this methodology in its planning and reporting system in late 2007. The consultant WILSON-GRAU was recruited for the

implementation of this ambitious action of enhancing the outcomes of these activities. During the 2009-2013 strategic planning process, it was indispensable for GWP regions and countries to have the basic elements to enable them to better contribute to the development of the strategic plan. The participants in this workshop unanimously declared themselves satisfied but deplored the too short duration of the training.

The workshop was organized by the GWP West and Central Africa regional Secretariats and the Senegal CWP with the financial support of GWPO.

BASSIN DE LA VOLTA

Le Mali ratifie la convention : l'Assemblée Nationale du Mali en sa session du 24 avril 2008 a ratifié la convention portant Statut du fleuve Volta et création de l'Autorité du Bassin de la Volta. Ainsi, après le Burkina Faso, la République du Mali devient le deuxième pays à avoir ratifié la convention de création de l'Autorité du Bassin de la Volta. Cette convention qui a été signée le 19 janvier 2007 à Ouagadougou doit être ratifiée par au moins quatre des six pays riverains du fleuve Volta pour rentrer en vigueur. C'est pourquoi le Secrétariat intérimaire de l'Autorité à Ouagadougou souhaite que cette action encourage d'autres pays à aller de l'avant afin de rendre l'Autorité du Bassin de la Volta opérationnelle.

PARTICIPATION DU PRÉSIDENT DU GWP/AO à la Réunion du Comité de Pilotage du GWP à New York (Mai 2008)

Le Président du GWP/AO, Monsieur Madiodio Niasse, a pris part à la rencontre du Comité de Pilotage (CP) du GWP qui s'est tenue à New York du 18 au 20 mai

GWP-West Africa. It is opened to all the sector stakeholders who can get recorded by sending their contact details to watac@fasonet.bf or info@arid-afrique.org. The directory can be consulted on the RAID web site : www.arid-afrique.org

VOLTA BASIN

Mali ratifies the convention : The National Assembly of Mali, during its session held on April 24th 2008 has ratified the convention on the Volta River Statute and the establishment of the Volta Basin Authority. So, after Burkina Faso, the Republic of Mali becomes the second country to ratify the convention establishing the Volta Basin Authority. To come into force, this convention which was signed on January 19th 2007 in Ouagadougou must be ratified by at least four of the six Volta River riparian countries. This is the reason why the Authority interim secretariat in Ouagadougou wishes that this action could encourage other countries to proceed to make the Volta Basin Authority operational.

2008. Le Président du GWP/AO y était invité en même temps que les Présidents de GWP/Med, GWP/Caraïbes (actuellement Président des Présidents de Partenariats Régionaux), de GWP/Asie du Sud et de GWP/-Amérique du Sud. Un des points à l'ordre du jour lors de la rencontre du CP du GWP concerne la nouvelle stratégie 2009-2013 et les membres du Comité de Pilotage souhaitent donner la parole à des présidents de partenariats régionaux afin de leur permettre d'avoir une meilleure compréhension des défis auxquels fait face le partenariat aux échelles régionale, nationale et sur le terrain. Les présidents régionaux étaient aussi invités à donner leurs points de vue sur la stratégie en cours d'élaboration. La présentation (Powerpoint) faite par le Président du GWP/AO peut être obtenue auprès du Secrétariat du GWP/AO). Il est à noter que cette rencontre du CP est la première présidée par Dr. Letitia A. Obeng en tant que nouvelle présidente du GWP. Comme mentionné par ailleurs dans ce numéro sa nomination à la tête du GWP est une grande fierté pour l'Afrique et en particulier pour notre sous-région. Nous nous devons par conséquent de l'appuyer dans sa mission.

GWP/WA CHAIR TOOK PART IN GWP Steering Committee in New York

Mr Madiodio NIASSE, GWP/WA Chair took part in the GWP Steering Committee (SC) meeting held in New York (USA) on 18 to 20th May 2008. GWP/WA Chair was invited with the Chairs of GWP/Med, GWP/Caribbean and GWP/Southern America. One of the points in the agenda of the SC was on GWP 2009-2013 Strategy, and the members of the Steering Committee wished to give the floor to chairs of regional partnerships in order to have a better understanding of challenges facing partnerships at regional, country and local levels. Regional chairs were also invited to give their viewpoints on the strategy being developed. The powerpoint presentation made by GWP/WA chair can be obtained from the West Africa Secretariat.

This meeting was chaired by Dr Letitia Obeng as the new chair of GWP. As indicated elsewhere in this issue her designation is a great pride for Africa and particularly for our West Africa region. We should accompany her in her endeavor.

Réunion du Comité de Pilotage

La première réunion pour l'année 2008 du Comité de Pilotage du Partenariat Ouest Africain de l'Eau (GWP/AO) s'est tenue les 17 et 18 mars. La rencontre a eu lieu à Ouagadougou, Burkina Faso. Le comité de pilotage est l'organe d'orientation du GWP/AO entre deux Assemblées Générales des Partenaires qui se tient tous les deux ans. Il est composé de 18 membres représentant toutes les catégories d'acteurs du secteur de l'eau en Afrique de l'Ouest y compris les organisations de jeunes et de femmes. Il se réunit deux fois par an. Le Président du GWP/AO, M. Madiodio NIASSE, a remercié les membres du Comité de Pilotage présents et a rappelé

que cette réunion devait se tenir bien avant, mais qu'elle a été décalée suite à des problèmes de calendrier du Secrétariat Exécutif.

Cette rencontre de Ouagadougou a permis au CP d'examiner et approuver les rapports d'activités et financier de l'année 2007 ainsi que le plan de travail global du GWP/AO. Les membres du Comité de Pilotage ont également suivi de près l'état de mise en œuvre des décisions de leur dernière réunion par le Secrétariat Exécutif. A ce niveau, le Secrétariat a accompli un travail admirable pour lequel il a été félicité par le CP.



Ph. S. Coulibaly

Steering committee meeting

The first meeting of the West Africa Water Partnership (GWP/WA) Steering Committee for the year 2008 was held on 17th and 18th March, in Ouagadougou, Burkina Faso. The Steering Committee is the GWP/WA orientation body between two General Assemblies of Partners which takes place every two years. It comprises 18 members representing all the categories of stakeholders in the water sector in West Africa, including youth and women organisations. It meets twice a year. GWP/WA Chairman, Mr Madiodio NIASSE, expressed his gratitude to the Committee members present and reminded that the meeting should have been held a

long time before but it was postponed as a result of some agenda constraints of the Executive Secretariat.

This Ouagadougou meeting enabled to review and approve the progress and financial reports of the year 2007 as well as the GWP/WA work plan. The Steering Committee members also closely followed the state of the implementation of the decisions made at their last meeting by the Executive Secretariat. At this level, the Secretariat had accomplished an admirable work, for which it was commanded by the SC.

Lancement du PIWAG

L'évènement majeur de la rencontre du comité de pilotage a été le lancement du programme du GWP/AO pour les trois années à venir. Ce programme de travail de deux millions cinq cent quarante six mille quatre cent vingt neuf (2.546.429) Euros bénéficie d'un financement de l'Union Européenne dans le cadre de la facilité eau ACP/UE pour un montant de un million neuf cent neuf mille huit cent vingt deux (1 909 822) Euros, soit 75% du budget global. Le reste du budget (25%) est financé par l'Organisation du Partenariat Mondial de l'Eau (GWPO).

La cérémonie de lancement a enregistré la participation de nombreux invités, dont le représentant de la Commission Européenne chef de la Délégation de l'UE à Ouagadougou, le Commissaire de l'UEMOA en charge de l'environnement et des ressources en eau, le Directeur Général des Ressources en Eau (DGRE) du Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques (MAHRH) du Burkina Faso, du Directeur de l'UICN-BRACO, entre autres.

Le Président du GWP/AO, M. Madiodio NIASSE, le représentant du GWPO, M. Axel JULIE, le représentant de l'UCRE/CEDEAO, M. Mahamane D. TOURE, le chef de la délégation de la Commission Européenne au Burkina Faso, SEM Amos TINCANI, ainsi que le Directeur Général des Ressources en Eau du Burkina Faso, M. Francis BOUGAIRE, ont fait chacun un discours relatif au développement de la question GIRE. Ils ont tous souhaité que cet appui permette au GWP/AO d'apporter une contribution visible au développement de plans et stratégies GIRE en Afrique de l'Ouest.

Ont également pris part à l'atelier de lancement du PIWAG (acronyme anglais: Programme for the Improvement of Water Governance in West Africa), les Présidents et Secrétaires exécutifs des onze (11) Partenariats Nationaux de l'Eau (PNE) de l'Afrique de l'Ouest, les membres du Comité Technique (TEC) régional, les représentants des différentes agences de coopération au Burkina Faso, les organisations de coopération et d'intégration régionale de l'Afrique de l'Ouest, la presse.

The launching of PIWAG

The major event in the steering committee meeting was the launching of the GWP/WA programme for the next three years. This work programme of an amount of two million five hundred forty six thousand four hundred twenty nine (2,546,429) Euros is funded by the European Union as part of the ACP/EU water facility for an amount of one million nine hundred nine thousand eight hundred twenty two (1,909,822) Euros, i.e. 75% of the total budget. The rest of the budget (25%) is funded by the Global Water Partnership Organization (GWPO).

The launching ceremony was attended by many guests, including the representative of the European Commission, head of the EU Delegation in Ouagadougou, the WAEMU Commissioner in charge of environment and water resources, the Director General of Water Resources (DGRE) of the Ministry of Agriculture, Water Resources and Fisheries (MAHRH) of Burkina Faso, the Director of IUCN-BRAO, among others.

GWP/WA Chairman, Mr Madiodio NIASSE, the GWPO representative, Mr Axel JULIE, the representative of WRCU/EWOWAS, Mr Mahamane D. TOURE, the head of the representation of the European Commission in Burkina Faso, HEM Amos TINCANI, as well as the Director General of Burkina Faso Water resources, Mr Francis BOUGAIRE, delivered each a speech relating to the development of IWRM. They all wished that this support could enable GWP/WA to bring its visible contribution to the development of IWRM plans and strategies in West Africa.

In attendance also to this launching workshop of the PIWAG (Programme for the Improvement of Water Governance in West Africa), were the chairmen and Executive Secretaries of the eleven (11) Country Water Partnerships (CWP) of West Africa, the regional Technical Committee members (TEC), the representatives of various cooperation agencies in Burkina Faso, West African regional cooperation and integration organisations, the press.

Extraits de discours

« Aujourd'hui, plus qu'un sujet de conversation, l'eau est en haut de l'agenda des États, organismes et fora internationaux. Le concept de la GIRE a été largement vulgarisé et un consensus large est acquis sur la nécessité d'adopter une approche GIRE pour améliorer la gestion, la gouvernance de l'eau. De ce point de vue on peut dire que le GWP et les nombreuses autres institutions ayant pris part à cet effort mondial d'éducation et de sensibilisation ont de quoi être fiers. Mais il est encore trop tôt de déclarer «Mission accomplished». Comme aime à le dire Madame Catley-Carson, l'ancienne présidente du GWP, la «GIRE ne se mange pas». Le discours sur la GIRE n'étanche pas la soif, ne soulage pas la faim. La GIRE n'est qu'un moyen vers une fin, et cette fin consiste à résoudre les besoins pratiques d'alimentation en eau, de production agricole, de production d'électricité, etc... par la mobilisation des ressources en eau. Il est



Président NIASSE

Ph. M. Laadki

Excerpts from speeches

« Today, more than a subject of conversation, water is on top of the agenda of Governments, organizations and international fora. The concept of IWRM was broadly popularised and a broad consensus achieved with respect to the need for adopting an IWRM approach to improve water management, governance. From this point of view, one can say that GWP and the many other institutions that have contributed to this global education and sensitisation effort have something to be proud of.

However, it is still too early to declare "Mission Accomplished". As Mrs Catley-Carson, the former Chair of GWP, likes to say, "IWRM cannot be eaten". Talk on IWRM does not quench thirst, does not relieve hunger. IWRM is only one means towards an end, and this end consists in solving the practical needs for water supply, agricultural production, power generation, etc... through water resources allocation. It is thus significant for IWRM concept to become a practical water operational management tool to alleviate poverty and to promote development.

The more one finds oneself in a context of poverty the more it becomes urgent to give practical, operational contents to IWRM, water governance. That is particularly true for West Africa, one of the poorest regions in the world.

donc important que le concept GIRE devienne un outil opérationnel de gestion pratique de l'eau pour lutter contre la pauvreté et promouvoir le développement.

Plus on est dans un contexte de pauvreté plus il est urgent de donner un contenu pratique, opérationnel à la GIRE, à la gouvernance de l'eau. Cela est en particulier vrai pour l'Afrique de l'Ouest, une des régions les plus pauvres du monde.

Donc pour nous, GWP/AO, la mission que nous nous donnons au cours des années à venir c'est d'aider dans une meilleure conceptualisation et mise en pratique du lien gouvernance de l'eau et développement.

Et le PIWAG, en prenant en charge pour trois ans les frais de fonctionnement du GWP/AO ainsi qu'une série de foras d'échanges, nous permet d'investir le temps qu'il faut dans l'opérationnalisation de la GIRE dans des domaines spécifiques telles que la mobilisation et la gestion des eaux souterraines, la gouvernance de l'eau comme moyen de mitigation et d'adaptation au changement climatique, la mobilisation du financement pour les infrastructures de développement des ressources en eau, etc.

Le PIWAG qui vient de démarrer nous permet de jouer plus efficacement notre mission d'information et de sensibilisation sur la gouvernance de l'eau, de mieux rendre opérationnel la GIRE comme outil de développement, et de servir comme relais entre notre région et le reste du monde dans le partage d'expériences, de bonnes pratiques et d'enseignements sur la gestion de l'eau. »

*Extrait du discours
du Président NIASSE au lancement du PIWAG*

.....

D'un montant total d'environ 1,67 milliards de F CFA, le projet « Appui à la sécurité en eau de l'Afrique de l'Ouest, par le renforcement du partenariat entre acteurs, base de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau » est financé dans la cadre de la Facilité Eau. L'Union Européenne apporte une contribution financière à hauteur de 75%.

A travers le financement de ce projet, l'UE traduit une fois de plus son engagement résolu à contribuer au renforcement du dialogue

Thus for us, GWP/WA, the mission that we are setting for ourselves for years to come are to help in a better conceptualization and practical application of the link between water governance and development.

And PIWAG, in covering for three years GWP/WA running costs as well as a series of exchange fora, allows us to invest the time needed for IWRM operationalisation in specific fields such as the underground water allocation and management, water governance as a way of mitigating and adapting to climate change, finances mobilisation for the infrastructures of water resources development, etc.

PIWAG, which has just started, enables us to discharge more effectively our mission of information and sensitisation about water governance, to make IWRM better operational as a development tool, and to serve as relay between our region and the rest of the world in experience sharing, good practices and lessons about water management. »

Excerpt from the Address by

Chairman NIASSE at the PIWAG launching ceremony

.....

For an approximate total amount of F CFA 1.67 billion, the project "Improvement of Water Security in West Africa, by strengthening partnership between players, as a basis of Integrated Water Resources Management" is funded as part of the Water Facility. The European Union contributes a financial share of a total value of 75%.

With the funding of this project, the EU once more gives concrete expression to its resolute commitment to contribute to the reinforcement of dialogue between the players in order to ensure sustainable water resources management and to make drinking water and adequate san-

itary systems more accessible to an increasing proportion of the populations, thus contributing decisively to poverty alleviation. It is as part of this process that we will contribute together to achieving the Millennium Development Goals.

In conclusion, I would like to end with a wish and a thought.

My wish is that the project, GWP-WA, help the West African countries to define participatorily developed national water strategies. Financial donors like the EU have commitments to support certain countries, including Burkina Faso in the water sector, and it is significant to have strategies and institutions capable of implementing effective strategies. My thought is that demography in Sub-Saharan Africa is jeopardising the outcomes of the Millennium Development Goals. The population in sub-Saharan Africa grows at a rate of 2.5% per annum approximately, 2 African out of 3 are less than 25 years, and the population in Sub-Saharan Africa, which is currently 800 million inhabitants approximately, would reach 1.8 billion in 2050. This will not happen without generating environmental stresses, in particular in the field of water. »

La réflexion est que la démographie en Afrique sub-saharienne est en train de mettre en péril les résultats sur les Objectifs de Développement du Millénaire. La population de l'Afrique sub-saharienne croît à un taux d'environ 2.5% par an, 2 africains sur 3 ont moins de 25 ans, et la population en Afrique au Sud du Sahara qui est actuellement d'environ 800 millions d'habitants, pourrait attendre 1,8 milliards en 2050. Ceci ne serait pas sans créer des stress environnementaux, notamment dans le domaine de l'eau. »

*Extrait du discours de son excellence Amos TINCANI,
Ambassadeur et Chef de la Délégation de la Commission
Européenne au Burkina Faso*



S.E. Amos TINCANI

Ph. M Lardie

itation systems more accessible to an increasing proportion of the populations, thus contributing decisively to poverty alleviation. It is as part of this process that we will contribute together to achieving the Millennium Development Goals.

In conclusion, I would like to end with a wish and a thought.

My wish is that the project, GWP-WA, help the West African countries to define participatorily developed national water strategies. Financial donors like the EU have commitments to support certain countries, including Burkina Faso in the water sector, and it is significant to have strategies and institutions capable of implementing effective strategies. My thought is that demography in Sub-Saharan Africa is jeopardising the outcomes of the Millennium Development Goals. The population in sub-Saharan Africa grows at a rate of 2.5% per annum approximately, 2 African out of 3 are less than 25 years, and the population in Sub-Saharan Africa, which is currently 800 million inhabitants approximately, would reach 1.8 billion in 2050. This will not happen without generating environmental stresses, in particular in the field of water. »

Excerpt from the Address by

**His Excellency Amos TINCANI, Ambassador and Head of the
Delegation of the European Commission in Burkina Faso**

QU'EST-CE QUE LE PIWAG?

Le Programme pour l'amélioration de la Gouvernance de l'eau en Afrique de l'Ouest (PIWaG)

Le programme intitulé Programme pour l'amélioration de la Gouvernance de l'eau en Afrique de l'Ouest (PIWaG) rentre dans le cadre du plan d'action du Partenariat Ouest Africain de l'Eau (GWP/AO). Il vise à contribuer à l'amélioration de la gestion et de la gouvernance de l'eau. L'idée de base est que la sécurité en eau de l'Afrique de l'Ouest passe par la bonne gestion et le renforcement du partenariat entre acteurs. Ceci devrait constituer une contribution à l'élimination de la pauvreté, à l'amélioration du bien-être et la protection des ressources naturelles.

C'est un projet régional d'un montant de 2,5 millions d'euros, financé à 75% par l'UE (soit 1.909.822 euros) et le reste par le GWPO pour améliorer la gouvernance de l'eau en Afrique de l'Ouest.

Objectif Global

L'objectif global du PIWaG est de renforcer les stratégies et les politiques de gestion des ressources en eau pour contribuer à l'élimination de la pauvreté, d'améliorer le bien-être et protéger les ressources naturelles.

Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques sont au nombre de cinq :

- faciliter l'élaboration de politiques de l'eau et de plans de Gestion Intégrée de Gestion des Ressources (GIRE) aux niveaux appropriés ;
- élaborer des programmes et outils GIRE en réponse aux besoins régionaux, nationaux et locaux ;
- assurer des liens entre le GWP et d'autres



Réunion des PNE / CWP meeting

Learning to know PIWAG

The Programme for the improvement of Water Governance in West Africa (PIWaG)

The program entitled Programme for the improvement of Water Governance in West Africa (PIWaG), which falls in line with the action plan of the West African Water Partnership (GWP/WA), aims to contribute to improve water management and governance. The basic idea is that water security in West Africa will be achieved through effective management and strengthened partnership between actors. This should be a contribution to poverty alleviation, to the improvement of living conditions and the protection of natural resources.

It's a regional programme of Euros 2.5 millions financed at 75% by the EU (i.e. Euros 1,909,822) and the remaining by GWPO to improve water governance in West Africa.

Overall Objective

The overall objective of PIWaG is to reinforce the strategies and policies of water resources management to contribute to poverty alleviation, improve the welfare and protect natural resources.

Specific objectives

There are five specific objectives:

- to facilitate the development of water policies and Integrated water resources management plans (IWRM) at all relevant levels;
- to elaborate IWRM programmes and tools in response to the regional, national and local needs;
- to ensure linkages between GWP and the other frameworks, sectors and themes;
- to establish and consolidate GWP partnerships at the relevant levels;
- to develop and manage GWP/WA network effectively.

SO 1: to facilitate the development of water

policies and IWRM plans (IWRM) at all relevant levels

The World Summit on Sustainable Development (WSSD) recommended the development of national IWRM plans and the elaboration of strategies to support the water sector reform processes in particular as part of decentralization which requires the participation of all at all the levels including decision makers and local communities. GWP/WA and its partners will focus on the implementation of all the actions to promote IWRM.

SO 2: Help partners to develop IWRM programmes and tools at the regional, national and local levels

A large outreach effort towards owning IWRM concept will be expended in order to improve water governance in our region.

Efforts will be made to adapt and promote GWP-Toolbox by enriching with more case studies based on IWRM good practices in West Africa. A focus will be put on climate variability and change, which effects have intensified these last decades by affecting the environment and the water resources mainly.

SO 3: Ensure linkages between GWP/WA and the other initiatives, frameworks and

- cadres, secteurs et questions ;
- établir et consolider les partenariats du GWP aux niveaux appropriés ;
- développer et gérer efficacement le réseau du GWP/AO.

OS 1 : Faciliter l'élaboration de politiques de l'eau et de plans GIRE aux niveaux appropriés

Le Sommet Mondial sur le Développement Durable (SMDD) a recommandé la préparation de plans nationaux GIRE et l'élaboration des stratégies pour accompagner le processus de réformes du secteur de l'eau notamment dans le cadre de la décentralisation qui exige la participation de tous à tous les niveaux y compris les décideurs et les communautés locales. Le GWP/AO et ses partenaires mettront un accent sur la mise en œuvre de toutes les actions pour promouvoir la GIRE.

OS 2 : Aider les partenaires à développer des programmes et outils GIRE aux niveaux régional, national et local

Un grand effort de travail de réappropriation du concept GIRE sera fait afin d'améliorer la gouvernance de l'eau dans notre région. Des efforts seront faits pour adapter et promouvoir le GWP-ToolBox (la boîte à outils) à travers son enrichissement avec plus d'études de cas basées sur de bonnes pratiques de l'Afrique de l'Ouest sur la GIRE. Un accent sera mis sur la variabilité et le changement climatiques dont les effets se sont accentués ces dernières décennies et affectent l'environnement et principalement les ressources en eau.

sectors existing in West Africa

A special accent will be laid on the role of GWP/WA in information management and dissemination and communication; activities will tend to facilitate sub regional co-operation on IWRM principles.

SO 4: GWP/WA Partnerships established and consolidated at all relevant levels

There are one regional Partnership and eleven (11) Country Water Partnerships (CWP) in West Africa whose governance and relations will have to be clarified and reinforced. This means to make the governance of these partnerships more efficient and more reliable.

A focus will be on the activities of Country Water Partnerships that will be thus the key elements in the implementation of the programme.

Support to the other countries will happen through setting up country water partnerships to promote inter-sectors co-operation and coordination at the national and local levels.

SO 5: To develop and manage GWP/WA network effectively

IWRM must be implemented in a general context taking into account sustainable develop-

OS 3 : Assurer des liens entre le GWP/AO et d'autres initiatives, cadre et secteurs existants en Afrique de l'Ouest

Un accent particulier sera mis sur le rôle du GWP/AO dans la gestion et la diffusion des informations et la communication ; les activités tendront à faciliter la coopération sous régionale sur les principes de la GIRE.

OS 4 : Partenariats du GWP/AO établis et consolidés aux niveaux appropriés

Il existe en Afrique de l'Ouest, un Partenariat régional et onze (11) Partenariats Nationaux de l'Eau (PNE) dont la gouvernance et les relations devront être éclaircies et renforcées. Il s'agit de rendre la gouvernance de ces partenariats plus efficiente et plus crédible.

L'accent sera mis sur les activités des Partenariats Nationaux de l'Eau qui seront ainsi les éléments clés de la mise en œuvre de ce programme.

Le soutien aux autres pays se fera à travers l'établissement de partenariats nationaux de l'eau pour promouvoir la coopération entre secteurs et la coordination aux niveaux national et local.

OS 5 : Développer et gérer efficacement le réseau du GWP/ AO

La GIRE doit être mise en application dans un cadre général tenant compte de la protection de l'environnement et du développe-

ment durable.

Le GWP/AO a un rôle important à jouer en raison du grand nombre d'acteurs du secteur de l'eau et dans la promotion de la GIRE. Ce rôle de coordination sera seulement possible si les organes du Partenariat de l'eau créés sont correctement installés et fonctionnels. Le secrétariat exécutif assurera la mise en œuvre des activités pour atteindre les objectifs fixés. Les organes du GWP/AO (l'Assemblée générale, le comité de coordination, le Comité technique, et le secrétariat) devront s'assurer que tous ces résultats sont atteints.

L'établissement d'un mécanisme durable de financement de la GIRE exige la recherche de ressources permettant la création des conditions de mobilisation durable de ressources financières, l'élaboration et la mise en œuvre des réformes juridiques et institutionnelles appropriées

Bénéficiaires et partenaires:

- Les premiers bénéficiaires sont les Partenariats Nationaux de l'Eau (PNE), les Organismes de Bassin (OB), les Institutions de formation et de recherches et les agences environnementales.
- Les bénéficiaires secondaires sont les décideurs, les agences gouvernementales et les institutions régionales en charge de la gestion des ressources en eau qui verront leurs capacités renforcées grâce au projet en termes de collaboration effective.



ment and environmental protection. GWP/WA has a significant role to play because of the great number of actors in the water sector in IWRM promotion. This role of coordination will be only possible if the created water Partnership bodies are correctly established and functional. The executive sec-

retariat will ensure the implementation of activities to achieve the laid down goals. GWP/ WA's bodies (the General Assembly, the Steering committee, the Technical Committee, and the Secretariat) will have to see that all these results are achieved. Setting up IWRM sustainable funding mecha-

Le PIWaG est soutenu financièrement par la Commission de l'Union Européenne à travers la Facilité ACP/UE de l'eau et le Partenariat Mondial de l'Eau (GWP).

Résultats : Les résultats attendus du PIWaG sont:

- La GIRE est clairement prise en compte dans les réformes du secteur de l'eau dans les pays de la sous-région
- Les programmes et outils GIRE sont élaborés aux niveaux régional, national et local
- La coopération et la coordination des acteurs du secteur de l'eau sont améliorées
- Les PNE et les OB (particulièrement les organismes de gestion des questions trans-

M.D. Touré (UCRE - CEDEAO)



Ph. S. Coulibaly

nism requires fundraising in order to create sustainable fundraising conditions, the development and the implementation of relevant legal and institutional reforms.

Beneficiaries and partners:

- The primary beneficiaries are the Country Water Partnerships (CWPs), the Basin Organizations (BOs), the Training and research institutions and the environmental agencies.
- The secondary beneficiaries are the decision makers, the government agencies and the regional institutions in charge of water resources management, which will see their capacities, built through the project in terms of effective collaboration.

frontières) sont établis et/ou renforcés pour jouer un rôle moteur dans la mise en œuvre de la GIRE

- Le partenariat entre les acteurs de l'eau et ceux des autres secteurs ayant un rapport avec l'eau renforcé.

Gouvernance du PIWaG

La structure de gouvernance telle que définie dans les statuts comporte :

- L'Assemblée des Partenaires (en abrégé AP);
- Le Comité de Pilotage (en abrégé CP);
- Le Comité Technique (en abrégé CT);
- Le Secrétariat Exécutif (en abrégé SE).

L'Assemblée des Partenaires est constituée par l'ensemble des membres du Partenariat. Elle se réunit tous les deux ans en session ordinaire. Le Président du Partenariat préside l'Assemblée des Partenaires et le Comité de Pilotage. Le Comité de Pilotage est une émanation de l'Assemblée des Partenaires. Il est l'organe d'orientation du Partenariat entre deux AP. Il se réunit deux fois par an.

Le Comité Technique est un organe consultatif qui a pour mission d'assurer la réflexion prospective, de donner des avis et d'assurer l'assurance qualité de tous les programmes du Partenariat.

Le Secrétariat Exécutif est dirigé par un Secrétaire Exécutif qui est le responsable du suivi administratif et de l'exécution au quotidien des programmes et décisions du Partenariat. Il assure le secrétariat de tous les organes du Partenariat. Il représente le Partenariat aux réunions des Partenariats

The financial support to PIWaG is provided by the European Commission through ACP/EU Water Facility and the Global Water Partnership (GWP).

Outputs: The PIWaG expected outputs are:

- IWRM is clearly considered in water sector reforms in the countries of the sub region
- IWRM programmes and tools are developed at the regional, national and local levels
- Co-operation and coordination of water sector actors are improved
- CWPs and BOs (particularly transboundary issues management organizations) are set up and/or reinforced to take a leading role in IWRM implementation
- Partnership between water actors and those of water related sectors is reinforced.

PIWaG Governance

The structure of governance as defined in the statutes includes:

- The Assembly of Partners (AP in abbreviated form);
- The Steering committee (SC);



Francis Bougairé (DGRE)

Ph. S. Coulibaly

Nationaux de l'Eau. Il entretient des relations régulières de travail avec le Secrétariat du GWP et avec ceux des autres Partenariats Régionaux de l'Eau.

- The Technical Committee (TC);
- the Executive Secretariat (ES).

The Assembly of Partners is composed of all the members of the Partnership. It meets every two years in ordinary session. The Chair of the Partnership presides over the Assembly of Partners and the Steering committee. The Steering committee is an offshoot of the Assembly of Partners. It is the Partnership policy body in the interim between two APs. It meets twice a year.

The Technical Committee is an advisory body that has as role to ensure prospective thinking to voice opinions and to ensure quality insurance of all the Partnership programmes.

The Executive Secretariat is directed by an Executive Secretary who is responsible for the administrative monitoring and daily implementation of the Partnership programs and decisions. He/She ensures the secretariat of all the Partnership bodies. He/She represents the Partnership in meetings of the Country Water Partnerships. He/She maintains the regular business relations between the GWP Secretariat and those of the other Regional Water Partnerships.

Réactions PNE - CWP reactions - Réactions PNE - CWP reactions - Réactions PNE



Ph. S. Coulibaly

El hadji Mamadou Diallo (Guinée)

CE PROGRAMME, UNE FOIS RÉALISÉ, pourrait impulser les actions de la GIRE au niveau des Programmes et Projets des pays concernés. Néanmoins, Il ne pourrait créer un réel impact que si son ancrage est réalisé au niveau de la base (usagers et usagères des Ressources Naturelles). Ceci suppose qu'un appui certain est effectif aux PNE et qu'une synergie existe au niveau de tous les intervenants (Services Publics, Société Civile et Partenaires au Développement).

Il faudrait pour cela assurer un appui financier et technique aux PNE, afin de leur permettre de réaliser leur travail d'information, d'éducation et de communication (IEC) en parfaite harmonie avec les autres acteurs impliqués dans la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) dans les pays.

This programme, once implemented, could impulse IWRM actions at the level of the programmes and projects of the countries concerned. Nevertheless, it could create real impact only if it is rooted at the basic level (users of natural resources, both men and women). This presupposes that CWP's benefit from true support and that there is a synergy at the level of all the stakeholders (public services, civil society and development partners).

For this purpose, the CWP's should be financially and technically supported so that they achieve their role of information, education and communication (IEC) in perfect harmony with other actors involved in Integrated Water Resources Management (IWRM) in the respective countries.

El hadji Mamadou Diallo, Secrétaire Exécutif PNE Guinée
Executive Secretary CWP Guinea

L'APPRECIATION DU PNE CÔTE D'IVOIRE sur le PIWaG se situe à deux niveaux :

Sur la pertinence de l'objet du projet :

Comme toutes les initiatives précédentes visant à lutter contre la pauvreté, le PNECI apprécie à sa juste valeur, ce projet d'appui à la sécurité en eau de l'Afrique de l'Ouest, par le renforcement du Partenariat entre acteurs, base de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau.

Sur la mise en œuvre du projet :

Le PNECI partage le sentiment général de l'ensemble des PNE sur la mise en œuvre du PIWaG à savoir :

- La nécessité d'une adaptation du programme par le GWP, en harmonie avec le décalage dans le temps ;
- La nécessité pour le GWP/AO de plaider en faveur des PNE afin de corriger le peu de possibilité d'appui financier direct offert à leur fonctionnement en dehors de

l'assistance technique apportée par le PIWaG. Le GWP/AO comme d'ailleurs tous les autres Partenariats Régionaux, doit sa visibilité et donc son dynamisme à la diversité et à la pertinence des activités des PNE. Il est donc un devoir pour le GWP/AO de soutenir le fonctionnement des PNE en général, et des PNE naissants, en particulier. Les différentes réunions, à l'effet de stigmatiser les problèmes des PNE, ont abouti à des recommandations qui ont été mises à la disposition du GWP/AO.

- Créer plus de flexibilité dans l'utilisation adaptative des fonds.

De façon spécifique, pour le PNECI :

La sortie de l'instabilité politique en Côte d'Ivoire, oriente toutes les attentions vers la création de conditions à même d'aboutir à une issue sans heurt à la normalité du fonctionnement étatique. Le caractère non tangible de la GIRE ne constitue donc pas une priorité du moment. Que le GWP/AO active donc son réseau d'influence pour un appui efficace du PNECI (stratégie, ressources financières, techniques).

The CWP Côte d'Ivoire appreciates the PIWaG at two levels:

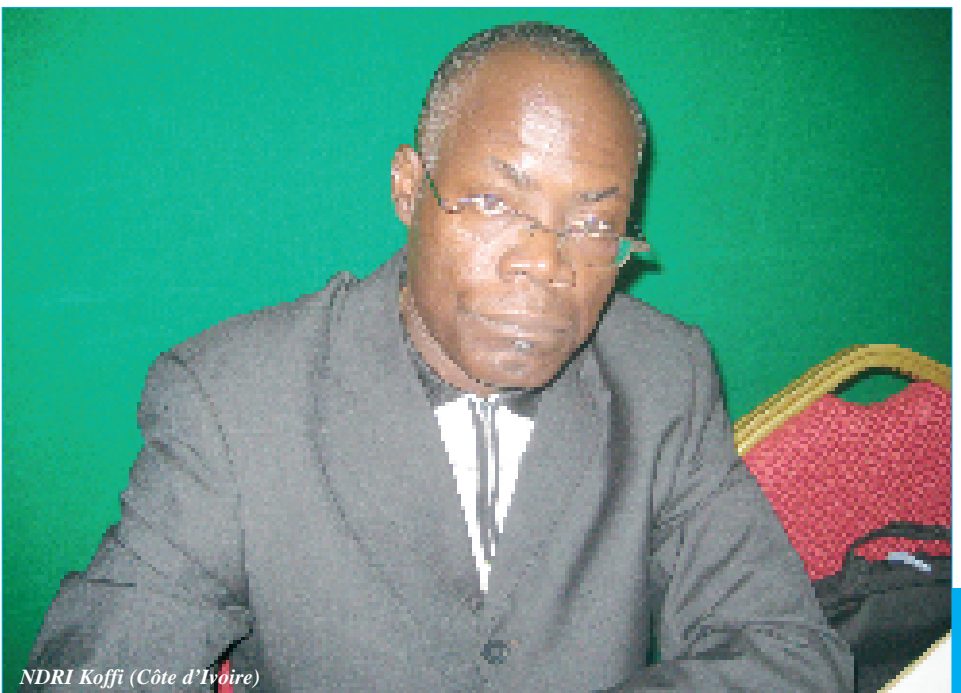
On the relevance of the project objective:

Like all the previous initiatives aimed at poverty control, CWP Côte d'Ivoire appreciates the true worth of this project aimed at supporting water security in West Africa, through the strengthening of partnership among the actors, which is the basis for Integrated Water Resources Management.

On the project implementation:

The CWP Côte d'Ivoire shares the general feeling of all the CWP's on the PIWaG implementation, that is:

The need for GWP to adapt the programme, in harmony with the time lag ; the need for GWP/WA to advocate in favour of CWP's so as to adjust the little possibility of



NDRI Koffi (Côte d'Ivoire)

Ph. S. Coulibaly

direct financial support offered for their operation apart from the technical assistance provided by the PIWAG. GWP/WA, just like the other regional Partnerships, owes its visibility and hence its dynamism to the diversity and relevance of the CWP's activities. GWP/WA must then support the operation of the CWP's in general and of the emerging ones in particular. The various meetings aiming at stigmatizing the problems faced by CWP's led to recommendations which were submitted to GWP/WA - To allow more flexibility in adapting the funds utilisation.

Specifically, for CWP Côte d'Ivoire: The end of political instability in Côte d'Ivoire allows more focus on the setting up of the conditions likely to lead to a smooth return to the normality in the country. The non tangible nature of IWRM is not then a priority for the time being. GWP/WA should activate the influence of the network for an effective support to CWP Côte d'Ivoire (strategy, financial, technical resources).

**(NDRI Koffi,
Président PNE / Chairman CWP
Côte d'Ivoire)**

Pour le PNE-MALI le PIWAG est la bienvenue. Nous estimons par contre qu'il faut prendre en compte un certain nombre de préoccupations soulevées par les PNE. Il s'agit entre autres d'assurer :

- Un appui technique mais surtout financier direct aux PNE pendant la durée de la mise en œuvre du PIWAG. Pour ce faire, le GWP/AO doit pouvoir, dans le cadre du PIWAG, apporter un appui financier direct au fonctionnement des PNE afin de stabiliser leurs Secrétariats Exécutifs. Sans cela, nous estimons que le PIWAG pourrait difficilement atteindre ses objectifs.
- Que le TEC régional intègre les TEC nationaux et les experts nationaux et régionaux dans la mise en œuvre de son plan de travail afin de satisfaire au mieux les besoins spécifiques des PNE.

For CWP-MALI, the PIWAG is welcome.



Bourama Traoré (Mali)

However, we think that a number of concerns raised by CWP should be taken into account. Activities shall include:

Technical but above all direct financial support to CWP's during the PIWAG implementation. For this purpose, GWP/WA should be able in the framework of PIWAG, to provide direct financial support to the CWP's operation, so as to consolidate the Executive Secretariats. We think that without this, PIWAG will have difficulties in achieving its objectives. The regional TEC must involve the national TECs as well as national and regional experts in the implementation of its work plan so as to better meet the CWP's specific needs.

**(Bourama Traoré,
Secrétaire Exécutif PNE /Executive
Secretary CWP Mali)**

Le PIWAG est un programme qui a suscité beaucoup d'espoir au niveau de la région GWP/AO. Mais au sortir des réunions de Ouagadougou, je dois dire que les PNE sont restés sur leur faim, pour ne pas dire déçus quant à la prise en charge de leurs préoccupations (fonctionnement, activités, formation, etc.)

En effet, le niveau de développement des PNE est inégal, certains PNE ont pris de l'envol, pendant que d'autres sont en train de se structurer ou finissent d'élaborer un plan d'actions pour la conduite de leurs activités à court terme.

C'est une phase critique où le PIWAG aurait pu apporter du soutien pour consolider les acquis et développer l'action des PNE dans la consolidation de la GIRE à la base, une fois les PAGIRE adoptés par les Gouvernements.

La mise en œuvre du PIWAG doit être revue même si on ne peut pas remettre en cause fondamentalement le montage du programme. Il faudra être imaginatif pour trouver de l'appui aux PNE (s) en se concentrant sur des actions qui leur apportent de la valeur ajoutée notamment sur leur développement, à savoir :

- Renforcement des capacités des membres des PNE;
- Echange d'expériences entre PNE;



Oumar DIALLO (Sénégal)

- Soutien à la structuration des PNE et système d'accompagnement pour le fonctionnement des secrétariats ;
 - Appui du TEC aux PNE dans le montage des projets et la recherche des financements ;
- Etc.

PIWAG is a programme which raised a lot of hope in the GWP/WA region. But at the end of the Ouagadougou meetings, I must say that the CWP's have remained unsatisfied, not to say disappointed about the consideration of their concerns (operation, activities, training, etc.)

Indeed, the CWP's level of development is uneven, some CWP have taken off while others are still getting structured or completing their action plans to implement their short term activities. .

It is a critical phase during which the PIWAG could have provided support in order to consolidate the achievements and develop the CWP's action so as to strengthen the IWRM at the basis, as soon as the IWRM Plan is adopted by the Governments.

The PIWAG implementation should be reviewed even though the whole structure of the programme cannot be questioned. It is necessary to be imaginative in order to find support for CWP's, focussing on actions which provide some added value, notably on their development, including :

- CWP members capacity building;
- Experience sharing among CWP's;
- Support to CWP structuring and support system for the operation of the secretariats ;
- TEC Support to CWP in project drafting and fund raising ;
- Etc.

**(Oumar DIALLO,
Président du PNES/Chairman of
CWP/Senegal)**

Interview du président du GWP/AO

Pour un évènement aussi important pour le Partenariat Ouest africain de l'Eau, le Président ne pouvait pas resté silencieux. Nous lui avons posé quelques question très pratiques pour avoir son éclairage. Interview !

Le GWP/AO avec ses partenaires vient de procéder au lancement de son programme intitulé « La sécurité en eau de l'Afrique de l'Ouest passe par la bonne gestion et le renforcement du partenariat entre acteurs: une contribution à l'élimination de la pauvreté, l'amélioration du bien-être et la protection des ressources naturelles ». C'était le 18 mars 2008 à Ouagadougou. M. Niasse, en tant que Président du GWP/AO, quel est le sentiment qui vous anime ?

Je ressens de la joie parce que cela fait toujours plaisir de voir ses efforts récompensés. Le processus de formulation du programme qui a été financé par l'Union Européenne a démarré avec mon prédécesseur, Monsieur Athanase Compaoré. Par la suite je me suis beaucoup investi dans l'amélioration de la proposition, de même que Daniel Valensuela, alors Network Officer à GWPO, et l'ensemble du Secretariat et des membres du Comité Technique Régional tels que Dr. Mame Dagou Diop. C'est donc une grande fierté de voir ces efforts récompensés. Un autre motif de satisfaction c'est que l'appui de l'Union Européenne met le GWP/Afrique de l'Ouest dans des conditions exceptionnel-

lement favorables, comparé aux autres partenariats régionaux du GWP, pour promouvoir la bonne gouvernance de l'eau, la GIRE en particulier. En effet, avec l'appui de l'UE et celui du GWP/Stockholm, nous multiplions par 3 notre budget hors-projets. Cela dit, le



Ph. S. Coulibaly

An important event like the launching of the PIWAG could not leave the chair of GWP/WA without a reaction. We interrogated him on very practical aspects. Read the interview!

GWP/WA with its partners just launched its programme entitled: "water security in West Africa necessarily requires good management and strengthening of partnership among the stakeholders: a contribution to poverty elimination, improvement of welfare and protection of natural resources".

It was on March 18th, 2008 in Ouagadougou. Mr. NIASSE, as chairman of the GWP/WA, what are your feelings?

I feel happy because it always gives pleasure to see that your efforts are rewarded. The development process of the programme which was funded by the European Union started with my predecessor, Mr. Athanase COMPAORE. Afterwards I made a lot of efforts in improving the proposal. So did Daniel Valensuela, he was at the time Network Officer at GWPO, and the entire Secretariat and the members of the Regional Technical Committee like Dr. Mame Dagou DIOP. Consequently I am very proud that these efforts are rewarded. Another reason for satisfaction is that support from the European

Union places GWP/West Africa in exceptionally favourable conditions, compared to the other regional partnerships of the GWP, so as to promote water good governance, particularly IWRM. Indeed, with support from the EU and GWP/Stockholm our off-project budget is threefold. This being said, the financial support from the EU is a real challenge. As a network, GWP/WA is not predisposed to undertake heavy funding. But I know that I can rely on the professionalism of the Secretariat and on the support from GWPO to take up this challenge. Another aspect which we should particularly take into account is that we should make every effort so that GWP/WA is not back to square one when the EU funding is completed. That would have been a wasted opportunity and even a simple failure if we failed to use the EU 3-years support as a launch pad for GWP/WA and as an opportunity to establish a strong partnership with diversified extra GWP/WA financial support being at the forefront to make IWRM operational.

In the exchanges with Country Water Partnerships (CWP) a sort of dissatisfac-

soutien financier de l'UE représente un véritable défi. En tant que réseau, le GWP/AO n'est pas forcément prédisposé à exécuter des financements lourds. Mais je sais compter sur le professionnalisme du Secrétariat et le soutien du GWPO pour relever ce défi. Un aspect auquel nous devons particulièrement prêter attention c'est qu'il nous faut tout faire pour que le GWP/AO ne retourne pas à la case de départ à la fin du financement de l'UE. Cela aura été une opportunité manquée, voire simplement un échec, si nous ne parvenons pas à utiliser les 3 ans d'appui de l'UE comme rampe de lancement pour le GWP/AO, comme occasion d'en faire un partenariat solide, bénéficiant d'appuis financiers extra-GWPO diversifiés et qui soit aux avant-postes dans l'opérationnalisation de la GIRE.

Dans les échanges avec les Partenariats Nationaux de l'Eau (PNE), on note une sorte d'insatisfaction de ces derniers qui pensent avoir été « oubliés » dans l'appui qu'ils devaient attendre de ce programme. Ne voyez-vous pas là un élément d'inquiétude quant à la réussite de la mise en œuvre de ce programme si réellement il ne s'agit pas d'un nouveau programme mais d'un appui pour renforcer le fonctionnement du GWP/AO ?

Dans le montage financier du programme qui a été soumis à l'UE nous n'avons pas suffisamment tenu en compte la rigidité relative —rigidité du reste motivée par un souci de rigueur dans la gestion et de bonne gouvernance— des financements de l'EU en ce qui concerne les aspects budgétaires. Notre

tion is noted among the partners who think that they have been "forgotten" in the support which they had to expect from the programme. Don't you see in that an element of concern about the success of the implementation of this programme since it is not a new programme but a support to strengthen the operation of GWP/WA?

When setting up the financial arrangement of the project which was submitted to the EU, we have not sufficiently taken into account the relative rigidity- rigidity which is besides due to the concern for vigorous management and good governance- of the EU funds as regards the budget aspects. Our room for manoeuvre in the resource allocation and in the interpretation of the budget items is very tight. It turns out that in the proposal submitted to the EU we have not explicitly allowed budget allocations for the operation of the 11 country partnerships. Previously, as part of the support of GWPO to GWP/WA "core" budget, we had the possibility although there were no explicit provisions, of allocating annual amounts to CWPs in order to contribute to cover their running costs including at least the salary of the Executive Secretary. The annual financial support from GWPO to GWP/WA is henceforth a joint funding to the PIWAG and its use

marge de manœuvre dans l'affectation des ressources, dans l'interprétation des lignes budgétaires, est très réduite. Il se trouve que dans la proposition soumise à l'UE nous n'avons pas explicitement prévu des allocations budgétaires pour le fonctionnement des 11 partenariats nationaux. Auparavant, dans le cadre de l'appui du GWPO au budget «core» du GWP/AO, nous avions la possibilité, bien que cela ne faisait pas l'objet de provisions explicites, d'allouer des montants annuels aux PNE pour contribuer à la prise en charge de leurs frais de fonctionnement, y compris au moins le salaire du Secrétaire exécutif. L'appui financier annuel du GWPO au GWP/AO constitue désormais un cofinancement au PIWAG et son utilisation obéit aux mêmes principes de rigueur qu'imposent les conditions du financement européen. Voilà donc la situation aujourd'hui. Cela dit, je suis confiant qu'en concertation avec GWPO, nous trouverons une solution, au besoin extra-PIWAG, pour appuyer les PNE. Mais je pense que la situation actuellement doit faire prendre conscience de la nécessité de diversifier les ressources des PNE et leurs partenariats financiers. Et cela est bien possible comme le montre l'exemple du PNE-Bénin.

Deux millions et demi d'euros pour trois ans, c'est important comme appui. Après 2010, comment envisagez-vous l'avenir du GWP/AO sans cet appui budgétaire ?

C'est ce que je disais plus haut. Si nous n'arrivons pas à utiliser efficacement cet appui, nous aurons de très mauvaises surprises en 2010. Utiliser efficacement l'appui de l'UE

c'est le mettre à profit pour : (a) renforcer les capacités (ressources humaines notamment) du GWP/AO pour élaborer des programmes/projets novateurs et attrayants, (b) diversifier les partenariats techniques et financiers, (c) renforcer la gouvernance du réseau au plan régional mais aussi et surtout au niveau des PNE ; (d) jouer un rôle de premier plan dans la production et la diffusion d'informations de qualité sur les thèmes émergents relatifs à la gestion des ressources en eau en Afrique de l'Ouest. Ce sont là à mon avis les 4 axes principaux sur lesquels il faut travailler pour que la période de mise en œuvre du PIWAG soit une rampe de lancement pour le GWP/AO.

On constate qu'une annonce a été diffusée pour recruter le Président du GWP/AO, les gens se demandent pourquoi M. Niasse s'en va. Que répondez-vous ?

En fait j'en suis à mon deuxième et dernier mandat qui doit prendre fin en mai 2009, donc dans moins d'un an. Même en suivant le cours normal des choses, le processus de recrutement de mon remplaçant devait commencer dans le second semestre de 2008. Mais en concertation avec le Comité de Pilotage du GWP/AO il a été convenu qu'on anticipe sur le calendrier en démarrant dès à présent le processus de recrutement du nouveau Président, et que cette personne soit étroitement associée à la supervision des activités du GWP/AO dès l'instant que son recrutement aura été effectif, avant même que cela ne soit entériné par l'Assemblée Générale des Partenaires. Pourquoi cela ? Eh bien, j'ai accepté en décembre 2007 un

poste d'accueil de Directeur de Recherche avec l'IRD (Institut français de Recherche pour le Développement) et suis depuis lors basé à Montpellier, en France. Bien que l'Afrique de l'Ouest reste l'essentiel de « mon terrain » au plan scientifique, le fait est que je n'y réside plus. Avant de venir vivre ici à Montpellier, je vivais à Dakar au Sénégal et avais à plusieurs reprises exprimé une certaine gêne parce que me sentant parfois «déconnecté» de la marche quotidienne du Secrétariat basé à Ouaga. Je crois que j'éprouvais et éprouve encore ce sentiment parce qu'au moment où j'étais nommé Président, en mai 2005, je résidais à Ouaga et pouvais par conséquent maintenir un contact étroit avec le Secrétariat et le niveau d'information que j'avais sur la marche du Secrétariat et du partenariat dans son ensemble était confortable. Après ma démission de l'UICN et mon départ de Ouaga (en fin 2005), ce contact rapproché m'a beaucoup manqué, et les efforts du Secrétariat de me tenir informé aussi régulièrement que possible n'ont pas empêché que je continuais à vivre avec quelque difficulté cette distance. Avec mon installation à Montpellier, une distanciation psychologique s'est ajoutée à la distance géographique. Voilà donc la raison pour laquelle nous précipitons les choses. Et je suis vraiment heureux de voir que les règles normales du GWP/AO sont entrain d'être suivies avec rigueur dans le recrutement du nouveau Président.

Merci beaucoup, M. le Président.

Propos recueillis par Sidi Coulibaly

responds to the same principles of rigour imposed by the conditions of the European funding. So, this is the situation today. Thereupon, I am confident that in consultation with GWPO, we will find a solution, extra-PIWAG if necessary, to support CWP's. But I think that the current situation must make us aware of the need for diversifying the resources of the CWP and their financial partnership. And this is actually possible as shown by the CWP/Benin example

Two million and a half euros for three years, this is important as a support. After 2010 how do you expect GWP/WA future to be without this budget support?

This is what I have previously said. If we fail to use efficiently this support, we will have very bad surprises in 2010. To use efficiently the EU support is to profit from it: (a) to build the capacities (particularly human resources) of GWP/WA in order to develop innovative and attracting programmes projects, (b) to diversify technical and financial partnerships, (c) to strengthen the network governance at regional level but also and mostly at the level of the CWP's, (d) to play a prominent role in the generation and dissemination of quality information on the emerging themes relating

to water resources management in West Africa. These are in my opinion the four major thrusts to work on so that the PIWAG implementation process be a launch pad for GWP/WA.

An announcement was circulated for the recruitment of the GWP/WA chairperson. People are wondering why Mr. NISSE is leaving. What do you reply?

Actually I am fulfilling my second and last mandate which must end in May 2009; therefore within less than a year. Even if things are going normally, the process for the recruitment of my substitute should start in the second half of the year 2008. But in consultation with the GWP/WA Steering Committee it was agreed that we should anticipate on the calendar by starting right now the process of recruitment of the new chairperson and that person must be closely associated with the supervision of the GWP/WA activities as soon as his/her recruitment has been effective even before it is endorsed by the Partners Meeting. Why this? Well, I accepted in December 2007 a position of Director of Research with IRD (French Institute of Research for Development) and I have been based since then in Montpellier, France. Although West

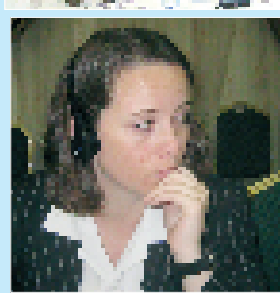
Africa remains the essential part of "my field" at the scientific level, I am no longer residing there actually. Before coming to stay here in Montpellier, I was living in Dakar, Senegal, and had several times expressed some discomfort because I felt sometimes "disconnected" from the daily running of the Secretariat based in Ouagadougou. I think I had and still have this feeling because when I was appointed as chairman in May 2005, I lived in Ouagadougou and could consequently maintain a close contact with the Secretariat and the level of information which I had on the functioning of the Secretariat and the partnership as a whole, was comfortable. After my resignation from IUCN and my departure from Ouagadougou (late 2005), I badly missed this close contact and the efforts of the Secretariat to keep me informed as regularly as possible have not prevented me from continuing to feel this distance with some difficulty. With my settling in Montpellier, this psychological distance has added to the geographical distance. And I am really happy to see that the normal rules of GWP/WA are being rigorously followed for the recruitment of the new chairperson.

Thank you very much

Interviewed by Sidi Coulibaly

Photos cérémonie de lancement

Pictures of the launching ceremony



Visite des participants au CREPA / Participants visiting CREPA



Visite des nouveaux locaux du GWP/AO au CREPA / Visiting new GWP/WA offices inside CREPA





*Madiodio NIASSE,
Président*



*Dam Nanfan MOGBANTE,
Secrétaire Exécutif*



*Agathe TRAORE / TATIETA,
Assistante Administrative*



*Hervé Marcel OUEDRAOGO,
Chargé de Programme*



*Almoustapha Moussa MAIGA,
Assistant Gestion de Projets*



*Florence POUSSI / OUEDRAOGO,
Comptable*



*Marwan LADKI,
Assistant technique*



*Sidi COULIBALY,
Chargé de Communication*

Première semaine africaine de l'eau : Une bonne première fois

Du 26 au 28 mars 2008 s'est déroulée la première semaine africaine de l'eau à Tunis (Tunisie). L'évènement, organisé par le Conseil africain des ministres en charge de l'eau (AMCOW) et abrité par la Banque Africaine de Développement (BAD), a regroupé plus de 500 délégués de tous les continents dont une trentaine de Ministres africains en charge de l'eau.

Ce grand forum des acteurs du secteur de l'eau avait pour thème **“accélérer la sécurité de l'eau pour le développement socio-économique de l'Afrique”**, a été le cadre d'échanges féconds sur la problématique de la sécurité de l'eau du continent. Le principal objectif de cette rencontre était de créer un espace pour les professionnels africains du secteur, les parties prenantes et les partenaires afin d'échanger sur les opportunités et les défis relatifs au renforcement de la sécurité de l'eau.

Mais, surtout, de favoriser le développement socio-économique en Afrique. L'évènement a permis aussi de formuler des stratégies, des politiques et des actions concrètes en matière de développement et de fourniture des ressources en eau dans un contexte de changements climatiques.

Plusieurs débats ont tourné, entre autres, autour des défis posés par la sécurité de l'eau et l'assainissement, les investissements requis en infrastructures pour atteindre la sécurité de l'eau et les défis sociaux et environnementaux liés au développement d'infrastructures hydrauliques.

La famille du GWP était fortement représentée à cette première semaine africaine de l'eau à commencer par la Présidente Dr Laetitia OBENG qui a présidé une session en plénière.

Cette rencontre a pris fin sur d'importants messages à l'endroit des Chefs d'Etat du continent, du sommet du G8 et le cinquième Forum Mondial de l'Eau qui aura lieu en 2009 en Turquie. La deuxième semaine africaine de l'eau 2009/2010 aura lieu au Kenya et sera abritée par le gouvernement du Kenya, le PNUE, Un-Habitat et l'Unesco.

Dans ce numéro de Running Water, nous vous proposons une interview de la Présidente du GWP, deux articles de participants de l'Afrique de l'Ouest qui ont fait des communications, la déclaration ministérielle et un album photos axé sur la participation du GWP de façon générale.

First African water week : A good starting

The first African Water Week was held from 26th to 28th March 2008 in Tunis (Tunisia). Organized by the African Ministers' Council of Water (AMCOW), and hosted by the African Development Bank (AfDB), the event gathered more than 500 delegates from all continents including about thirty African Ministers in charge of Water.

This big forum of water stakeholders, the topic of which was « Accelerating Water Security for the Socio-economic Development of Africa » enabled fruitful discussions on the issue of water security in the continent. The main objective of this meeting was to create a forum for African water sector professionals, stakeholders and partners to discuss the opportunities and challenges for improving water security.

Most importantly, this meeting aimed at promoting the socio-economic development in Africa. The event also gave the opportunity to develop strategies, policies and tangible actions to accelerate water resources development and provision of services in a context marked by climate changes.

Discussions concerned mainly, among other things, the water security challenges and the sanitation gap, the infrastructure investment requirements to achieve desired water security, the challenges of environmental and social impacts for water infrastructure development.

The GWP family was strongly represented to this first African Water Week, starting with its Chairperson Dr Laetitia OBENG, who chaired a plenary session.

This meeting was concluded by significant addresses delivered to the Heads of State of the continent, the G8 summit and the fifth World Water Forum to be held in Turkey in 2009. The second African Water Week 2009/2010 will be held in Kenya and will be hosted by the Kenyan Government, UNDP, UN-Habitat and UNESCO.

In this issue of Running Water, we are proposing the interview of the Chairperson of GWP, two articles by participants from West Africa who made presentations, the Ministerial Declaration and pictures of the participation of GWP.



La présente communication a été faite en plénière par le Coordonnateur du Programme pour l'amélioration de la gouvernance de l'eau de la Volta (PAGEV). LE GWP-Afrique de l'Ouest est membre du Comité de pilotage dudit programme.

OPTIONS POUR RENFORCER LA PARTICIPATION DES ACTEURS A LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU TRANSFRONTALIERE EXPERIENCE DU PROJET DE GOUVERNANCE DES RESSOURCES EN EAU DE LA VOLTA

Par Kwame ODAME-ABABIO, Chef de projet, PAGEV Email: kwame.odame-ababio@iucn.org



Ph. S. Coulibaly

INTRODUCTION

La gestion durable des ressources en eau vise à trouver les bonnes structures de gouvernance en vue d'améliorer les services offerts dans le domaine hydraulique et pour parvenir à la durabilité socio-économique et écologique. La participation des acteurs est une composante essentielle pour la gestion des ressources en eau.

Le récent changement de tendance politique en matière de gestion transfrontalière des ressources en eau préconise une démarche « communautaire » qui met l'accent sur la nécessité de combler le fossé qui sépare les décideurs, les acteurs locaux et les autorités déléguées à cet effet au niveau local, et d'établir une relation de confiance au sein des communautés et entre les partenaires.

A partir de mi-2004, l'IUCN a initié le

“Projet d'amélioration de la gouvernance de l'eau dans le Bassin de la Volta” (communément désigné par son acronyme 'PAGEV') prévu pour durer trois ans, en réponse au besoin d'une coordination et d'une coopération transfrontalière pour la gestion des ressources en eau du Bassin de la Volta. Le PAGEV fait partie de l'Initiative Mondiale sur l'Eau et la Nature (WANI) qui cherche à démontrer la manière dont il faut intégrer l'approche écosystème dans la planification et la gestion du bassin du fleuve. Le projet a été élaboré et est mis en œuvre conjointement par l'IUCN-BRAO et le GWP-AO. Deux pays du Bassin de la Volta (Burkina Faso et Ghana) participent à ce projet qui vise à renforcer la gestion des ressources en eau du Bassin de la Volta à travers un consensus sur les principes essentiels de gestion des ressources en eau et les mécanismes

institutionnels de coordination. L'objectif général du Projet est d'aider le Burkina Faso et le Ghana à convenir des principes essentiels de gestion des ressources en eau et de créer un cadre de collaboration en ce qui concerne la gestion des ressources en eau qu'ils partagent.

Le PAGEV a reçu des fonds du WANI/DGIS (500.000 \$US) et de l'ASDI (9 millions de couronnes suédoises), tandis que les Gouvernements du Burkina Faso et du Ghana ont apporté une contribution en nature en appuyant les experts du projet.

Le présent article présente certaines approches qui ont été étudiées par le PAGEV en vue de mobiliser l'appui de multiples acteurs pour la gestion conjointe du sous Bassin de la Volta Blanche du Bassin de la Volta.

This communication was made at plenary by the Coordinator of the Programme for the Improvement of Water governance of the Volta (PAGEV). GWP West Africa is member of the Steering Committee of this programme.

OPTIONS FOR INCREASING STAKEHOLDER PARTICIPATION IN TRANSBOUNDARY WATER RESOURCES MANAGEMENT EXPERIENCES FROM VOLTA WATER GOVERNANCE PROJECT

By Kwame ODAME-ABABIO, Project Coordinator, PAGEV - Email: kwame.odame-ababio@iucn.org

INTRODUCTION

Sustainable water management aims at finding the right governance structures to improve water services and to achieve socio-economic and ecological sustainability. Stakeholders' participation has become an indispensable component of water governance.

The recent shift of policy thinking in transboundary water management advocates for 'community-centred' approach that emphasizes on closing the gap between decision-makers and local stakeholders and devolving authority to the local level, as well as building trust in the communities and among partners.

From mid-2004, IUCN initiated the three-year “Project for Improving Water Governance in the Volta Basin” (commonly referred to by its French acronym 'PAGEV') in response to the need for transboundary coordination and cooperation regarding the management of the water resources of the Volta Basin. PAGEV is part of the worldwide Water and Nature Initiative (WANI) of IUCN that seeks to demonstrate how to mainstream the ecosystem approach into river basin planning and management. The project is developed and executed jointly by IUCN-BRAO and GWP-WA and involves two countries in the Volta Basin (Burkina Faso and Ghana). The project is

aimed at improving water governance in the Volta River Basin through a consensus on key water management principles and institutionalized coordination mechanisms. It has the overall objective of assisting Burkina Faso and Ghana to agree on key water management principles and to establish a framework for collaboration in the management of their shared water resources.

PAGEV received funding from WANI/DGIS (500,000 US\$) and Sida (9 million Swedish kronor), while governments of Burkina Faso and Ghana contributed in-kind contribution by seconding experts to the project.

This article outlines some approaches being explored by PAGEV to mobilize multi-stakeholder support for the joint management of the White Volta sub-basin of the Volta Basin

STRATEGIC APPROACH OF PAGEV

The PAGEV approach comprises three key components:- water resources information component, pilot IWRM component and institutional and legislative improvement component, and focuses on combining the long-term benefits of IWRM with immediate impacts on meeting the livelihood needs of marginalized communities.

DEMARCHE STRATEGIQUE DU PAGEV

La démarche du PAGEV comporte trois principaux éléments : informations sur la gestion des ressources en eau, composante pilote de la GIRE et renforcement du cadre institutionnel et législatif. Elle est axée sur l'association des avantages à long terme de la GIRE avec les impacts immédiats pour la satisfaction des besoins en termes de sources de revenus des communautés marginalisées. Quelques réalisations clés qui sont importantes pour la présente communication sont les suivantes :

- Les partenaires locaux sont mobilisés pour des interventions pilotes de la GIRE

L'intervention de la GIRE a mis l'accent sur l'examen de certains problèmes majeurs relatifs à la gestion des ressources en eau qui ont été identifiés avec les communautés au début du projet. A travers les discussions menées avec les communautés, les populations elles-mêmes ont identifié le besoin de mettre en place des mécanismes pour arrêter la sédimentation du cours d'eau de la Volta blanche parce qu'il devenait de moins en moins profond chaque année. Elles ont attribué cette situation au fait des cultures près des berges du fleuve, et des feux de brousse qui provoquaient un déboisement massif. Ces concertations ont permis d'élaborer le document-concept dans lequel les communautés proposent la création de zones tampons sur les berges du fleuve et le reboisement comme un des moyens pour résoudre les problèmes identifiés.

Some key outputs to date that are relevant to this discuss include the following:

- Local partners mobilized for pilot IWRM interventions

The thrust of the IWRM intervention was to address the some of key water resources management problems identified with the communities during the project inception period. Through the discussions held with the communities, the people themselves identified the need to put in place mechanisms for halting the sedimentation of the White Volta because it was becoming shallower every passing year. They attributed this to them farming close to the river banks and setting of bushfires leading to massive deforestation. These consultations led to the formulation of the concept document in which the communities suggested creating buffer zone on the banks of the river and reforesting as one of the interventions to address the problems identified.

Seven communities (4 in Burkina Faso and 3 Ghana) were mobilized to form river bank protection committees; while the eighth at Sakom in Ghana had its water users association revitalized and supported to rehabilitate a broken dam. Two liaison NGOs (one each



Ph. PAGEV

Figure 1 **Pépiéristes d'une communauté**
Women nursery attendants in one community

Sept communautés (4 du Burkina Faso et 3 du Ghana) se sont mobilisées pour former des comités de protection des berges du fleuve, pendant que la huitième communauté à Sakom, Ghana œuvrait à redynamiser et soutenir l'association des utilisateurs pour restaurer un barrage en ruines. Deux ONG de liaison (une au Burkina Faso et une au Ghana) ont créé un partenariat en vue d'aider les communautés et les services techniques à mener les activités sur le terrain.

Berges du fleuve de la zone pilote reboisées avec des arbres fruitiers et des ligneux comme alternatives pour la production de revenus et de bois de chauffe

from Burkina Faso and Ghana) were partnered to accompany the communities and the technical services to implement the activities on the ground

River banks of the pilot zone reforested with fruit trees and woodlots as alternatives for income generation and fuel wood

The communities were supported by the NGOs and the staff from the Forestry and Environmental Services, to establish eight (8) community trees nursery sites. Nearly 55 nursery attendants were trained and supported with seeds and materials for the production of seedlings and management of the nurseries. Figure 1 show female nursery attendants of Sampéma.

By the end of 2006 a total of about 27, 000 trees seedlings (including acacia and albizia) and about 7 000 imported fruit seedlings (grafted mangoes and guavas) were trans-

Les communautés ont reçu le soutien des ONG et des agents des Eaux et Forêts et de l'Environnement, pour la création de huit (8) sites communautaires de pépinières. Environ 55 pépiniéristes ont été formés et ont reçu de l'aide sous forme de semences et d'équipements pour la production de jeunes plants et pour la gestion des pépinières. La Figure 1 montre des femmes pépiniéristes de Sampéma.

A la fin de l'année 2006, environ 27 000 jeunes plants en tout (y compris Acacia et Albizia) et environ 7 000 jeunes plants d'arbres fruitiers (manguiers greffés et goyaviers) ont été transplantés sur les berges du fleuve. Près de 16 km de la rive du fleuve ont été reboisés par 129 riverains du fleuve au Burkina et 46 au Ghana.

été reboisés par 129 riverains du fleuve au Burkina et 46 au Ghana.

Les cultivateurs ont reçu une formation sur la gestion et la protection des arbres. La Figure 2 présente l'état de certains plants sur les berges du fleuve en octobre 2006.

Afin d'assurer une disponibilité durable d'arbres fruitiers au niveau des communautés, certaines personnes ont été formées pour produire des plants de mangouier greffé qu'elles peuvent vendre la saison suivante en vue de gagner des revenus aussi bien pour eux-mêmes que pour le comité local. Les arbres à croissance rapide (acacia) ont été également plantés pour protéger les berges du fleuve tout en fournissant du bois de



Ph. PAGEV

Figure 2 **Etat des arbres en octobre 2006**
Status of trees in October 2006

planted on the river banks. Nearly 16km of the river bank was planted by 129 occupants of the river banks in Burkina and 46 from Ghana.

The cultivators were given training on trees management and protection. The state of some of the plants on the river banks by October 2006 is shown in Figure 2

To assure sustained availability of the fruit trees in the communities, some of the people in

chauffe que les femmes peuvent vendre en vue d'accroître le revenu familial.

Les besoins d'existence des communautés sont pris en compte dans les activités de protection des berges du fleuve

Bien que l'objectif principal de l'activité pilote soit la conservation des terres et des ressources en eau, des efforts considérables ont été fournis en vue de prendre en compte les questions relatives aux conditions de vie dans les actions communautaires.

i) Fourniture de plants pour le maraîchage en saison sèche :

Certains paysans ont reçu des plants pour faire du maraîchage pendant la saison sèche. La superficie totale de cultures varie entre 800 et 1500 m² sur lesquelles les femmes cultivent des oignons, des tomates, du piment et de la laitue entre autres. Certains agriculteurs ont également reçu des pompes à eau et des arrosoirs en vue d'accroître les surfaces cultivables pour la production de légumes pendant la saison sèche, tout en prenant soin des arbres qui ont été plantés dans les zones tampons. Ces activités contribuent à accroître les revenus des familles de l'ordre de 45 000 à 90 000 Francs CFA.

ii) Rendre l'eau accessible aux communautés :

Quatre communautés au Burkina Faso (Béléyerla, Zékézé, Sampéma et Mogr-Nooré) ont reçu de l'aide pour construire chacune trois puits qui serviront à augmenter leur approvisionnement domestique en eau et à améliorer le jardinage pen-

the communities have been trained to produce grafted mango seedlings which they can sell during the next cropping season to earn income for themselves and local committee. Fast growing trees (acacias) have also been planted to provide protection to the river banks while at the same time providing fuel wood which the women can sell to increasing household income

Livelihood needs of communities incorporated into river banks protection activities

Whiles the focus of the pilot intervention is the conservation of land and water; considerable effort was made to integrate livelihood issues into the community-based actions.

i) Provision of seedlings for dry season vegetable farming:

Some of these farmers have been supported with seedlings to establish vegetable farms in the dry season. The total area of farming varied between 800 to 1500 m² where the women grew onions, tomatoes, pepper, and lettuce, among others. Some farmers were also supported with water pumps and watering cans to increase cropping areas for vegetable farming during the dry season, while at the same taking care of the trees planted in the buffer

tant la saison sèche. Deux puits ont été construits par la communauté Kugrasia au Ghana et un vieux puits a été restauré à Sapéliga, Ghana. A Mognore, localité où le fleuve (affluent de la Volta) s'assèche pendant la saison sèche, les paysans qui occupent les berges du fleuve ont reçu de l'aide pour la construction de trois puits sur leurs exploitations pour leur permettre d'arroser les légumes. Sept des puits qui ont été construits pour les communautés ont été équipés de pompes mécaniques en vue d'aider les femmes et les enfants à puiser l'eau plus facilement. Pendant la saison sèche, le niveau d'eau baisse et l'utilisation des cordes et des seaux pour puiser l'eau est très pénible. C'est dans ce contexte que les pompes ont été offertes en vue d'atténuer les difficultés d'approvisionnement en eau.

Ces puits ont apporté un grand soulagement aux communautés, en particulier aux femmes qui passaient beaucoup de temps pour aller chercher l'eau pour les travaux domestiques pendant la saison sèche. Ces puits ont permis de développer et de renforcer des partenariats pour la gestion transfrontalière des ressources en eau.

iii) Un barrage réhabilité pour fournir de l'eau pour la production de légumes et la culture de riz pendant la saison sèche.

Un petit barrage situé à Sakom dans le District Ouest de Bawku, Ghana, et dont la digue a cédé depuis 1998 a été réhabilité pour qu'il y ait de l'eau dans les zones inondables pour la production de légumes et de riz en saison sèche. Les travaux de réhabilitation du barrage ont été achevés à la fin du mois d'août 2006. Les Figures 5 et 6 présentent l'état du barrage avant et après la construction.

Environ 1 137 personnes (dont 592 femmes et 545 hommes) de la communauté de Sakom ont désormais accès à l'eau pendant la saison sèche, pour abreuver leur bétail, ce qui permet de réduire la pression exercée sur les berges de la Volta vers lesquelles certains paysans s'étaient déplacés pour cultiver suite à la rupture de la digue du barrage. La communauté tirera les avantages suivants de la réhabilitation du petit barrage : renforcement de la cohésion sociale entre les familles par le retour des agriculteurs déplacés ; possibilité pour les femmes d'avoir accès aux opportunités agricoles et aux nouvelles connaissances en matière d'agroforesterie ; apport de moyens destinés à couvrir les besoins et empêcher les jeunes de la communauté d'exercer des activités illégales ; renforcement de la sécurité alimentaire au niveau local.

Des fora multi-acteurs sur la GIRE aux niveaux communautaire, national et transfrontalier sont créés en vue de promouvoir la coopération.



Figure 3 **Un champ de légumes à Mognore-Ghana**
A vegetable farm at Mognore-Ghana

strips. These activities contributed to improving the incomes of families by between 45,000 and 90,000 francs CFA.

ii) Making water accessible to communities:
Four communities in Burkina Faso (Béléyerla, Zékézé, Sampéma and Mogr-Nooré) were supported to dig three wells each to supplement their domestic water supply and support dry season gardening. Two wells were constructed by the Kugrasia community in Ghana while an old well at the Sapéliga also in Ghana was rehabilitated. At Mognore where the river (tributary of Volta) dries up during the dry season, the farmers on the river banks have been supported to construct three wells on the farms to water the vegetables. Seven of the wells provided in the communities

Figure 4 **A hand-dug well in one of the communities**

were fitted with mechanical pumps to ease water withdrawal by women and children. In the dry season, the water level fall and the use of ropes and buckets to bailing out water were strenuous. It is against this background that the pumps were provided to reduce the difficulty in fetching water.

These wells have brought much relief to the communities, particularly women who spend time looking for water for domestic chores



Dans un cadre conventionnel transfrontalier, la tendance consiste à mettre essentiellement l'accent sur les acteurs et les institutions politiques (Ministres, Experts techniques, etc.), alors qu'il n'est accordé que peu d'attention aux acteurs communautaires.

Trois principales composantes institutionnelles, dont la réforme et la mise en relation pourraient ajouter de la valeur à la gestion transfrontalière des ressources en eau et assurer la propriété des interventions pilotes, ont été ainsi identifiées dans le cadre du PAGEV. Il s'agit de : Politique/Plaidoyer, les institutions aux niveaux organisationnel et opérationnel. Les ONG locales ont été également reconnues comme partenaires en vue de faciliter les relations horizontales entre les institutions partenaires aux niveaux organisationnel et opérationnel, et les relations verticales avec la structure conventionnelle chargée de la coordination des activités du Bassin (Figure 7).

Sur le plan opérationnel, sept communautés de la zone pilote (4 du Burkina Faso et 3 du Ghana) ont été mobilisées en vue de former des comités chargés de protéger les berges du fleuve, tandis que l'association des usagers d'eau de la huitième communauté de Sakom au Ghana était revitalisée et soutenue pour réhabiliter un barrage détruit. Deux ONG de liaison (une au Burkina Faso et une au Ghana) ont formé un partenariat pour soutenir les communautés et les services techniques des autorités locales décentralisées en vue de mettre en œuvre les activités sur le terrain. Elles ont entrepris de sensibiliser les communautés sur l'hygiène de l'environnement, le VIH/SIDA et la prévention des feux de brousse.

during the dry seasons. These have helped to mobilise and consolidate partnerships for trans-boundary water resources management.

iii) Dam Rehabilitated to makes water available for dry season vegetable farming and rice cultivation.

A small dam at Sakom in the Bawku West District of Ghana, which was breached since 1998 has been rehabilitated to ensure that water is available in the floodplain for dry season vegetable farming and rice cultivation. The dam rehabilitation was completed by the end of August 2006. Status of the dam before and after construction is shown in Figures 5 and 6.

An estimated 1,137 people (comprising 592 females and 545 males) of Sakom community now have access to water for dry-season farming and for watering of cattle and this has the potential of reducing the pressure on the Volta River banks where some of the farmers moved to farm after the dam breach. Other benefits the community will derive from the rehabilitated small dam include: improvement in social cohesion among families resulting

Sur le plan organisationnel, des fora nationaux des acteurs ont été créés pour servir de plateformes aux représentants des communautés de manière à leur permettre de partager leurs expériences, d'initier des débats constructifs et collectifs et de s'accorder sur des perspectives communes en matière de protection des ressources en eau de la Volta. Les fora sont opérationnels aux niveaux local, national et transfrontalier. Ils sont conçus pour « combiner » les différents niveaux, dans le but de renforcer la participation des communautés locales dans la gestion transfrontalière des ressources en eau.

Pour relever les défis liés à l'établissement d'un lien entre les structures locales et les structures conventionnelles transfrontalières suite à la mise en place de l'ABV, un modèle de coordination des fora a été proposé par le PAGEV (Figure 8). Le modèle comprend plusieurs acteurs aux différents niveaux institutionnels. Au niveau communautaire, le comité chargé de la protection des berges du fleuve, et qui a été formé dans chaque village, a désigné 3 représen-

from the return of displaced farmers; empowering women to have access to farming opportunities and new knowledge on agro-forestry; providing means of engaging livelihoods and reducing the potential for criminal activities by the youths in the community; improving food security at the local level.

Multi-stakeholder forums for IWRM at the community, national and transboundary levels established to promote cooperation.

In a conventional transboundary context there is the tendency for exclusive focus on policy level actors and institutions (Ministers, Technical Experts, etc.), while little attention is paid to the community level actors.

Under PAGEV three key institutional blocks whose reformation and linkages would add value to a conventional transboundary water management and ensure ownership of pilot interventions were thus identified. These are: Policy/Advocacy, Organisational, and Operational level institutions. The local

tants porte-paroles officiels aux fora nationaux. Ils sont chargés d'organiser la communauté et de superviser les activités de protection des berges du fleuve. Les comités rendent compte aux Assemblées régionales (au Ghana) et aux Départements (au Burkina Faso).

Les fora nationaux existent au niveau admi-



Figure 5 Barrage de Sakom avant la réhabilitation

Sakom Dam before rehabilitation



Figure 6 Barrage de Sakom après la réhabilitation

Sakom Dam after rehabilitation

NGOs were also recognised as partners to facilitate the horizontal linkages between the Organisational and Operational level stakeholder institutions, as well as the vertical linkages with the conventional basin coordination structure. (Figure 7).

At the Operational level seven communities in the pilot zone (4 in Burkina Faso and 3 Ghana) were mobilized to form river bank protection committees; while the eighth at Sakom in Ghana had its water users association revitalized and supported to rehabilitate a broken dam. Two liaison NGOs (one each from Burkina Faso and Ghana) were partnered to accompany the communities and the technical services of the decentralised local authorities to implement the activities on the ground. They undertook the sensitization of

nistratif régional, et au niveau du sous-bassin. Les fora nationaux sont constitués de représentants des communautés, d'organisations de la société civile, de Chefs de district, de Préfets/Maires et de services techniques décentralisés qui offrent aux communautés des services en matière de développement, et donnent des conseils aux ONG de liaison par rapport aux différentes actions communautaires. La coordination des différents fora nationaux relève des deux Comités du Bassin (à savoir le Bureau chargé des ressources en eau du Nakanbé et le Comité du

Bassin de la Volta Blanche au Burkina Faso et au Ghana respectivement). Les deux fora nationaux ont mis en place un *Comité local transfrontalier* de 14 membres pour coordonner les activités conjointes transfrontalières, résoudre les problèmes et les litiges liés à l'utilisation des ressources en eau au niveau local, et renforcer la coopération entre les deux pays.

Au niveau national, ce sont les institutions chargées de la mise en œuvre de la politique en eau au Burkina Faso et au Ghana, à savoir la DGRE et le WRC respectivement. Les

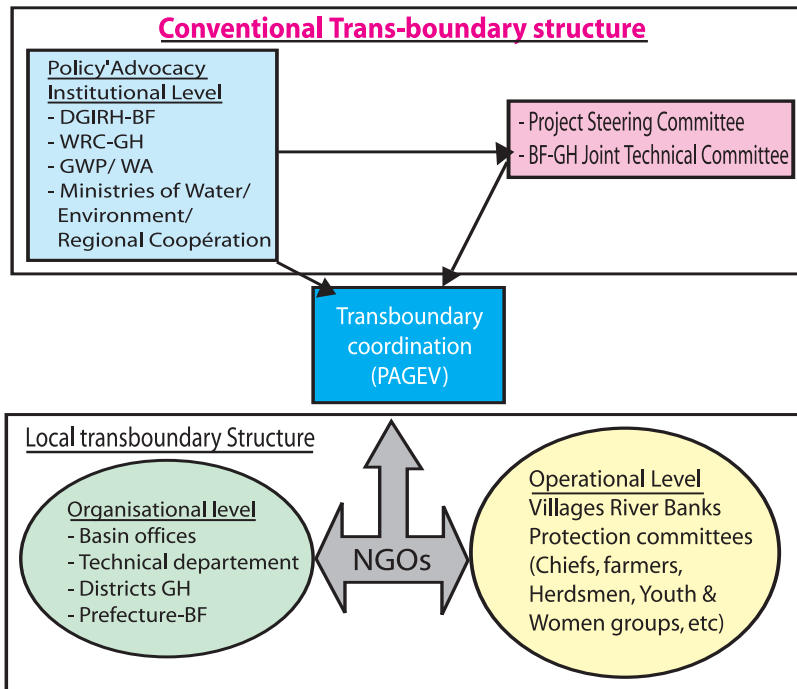
deux institutions sont les points focaux du PAGEV et leurs chefs respectifs sont les co-directeurs du projet. Le PAGEV a travaillé avec le GWP-AO en vue de redynamiser le CTC-GIRE [Comité Technique Conjoint-GIRE, NDLR]. Le CTC-GIRE, avec l'appui de l'IUCN a élaboré un Code de conduite pour guider l'exploitation et la gestion des ressources communes en eau et des ressources naturelles du Bassin de la Volta. Le CTC-GIRE assurera l'harmonisation des questions nationales transfrontalières qui seront ensuite transmises à l'ABV au niveau du Bassin par l'intermédiaire de leurs ministres respectifs en charge de l'eau.

CONCLUSIONS

Les communautés sont disposées à participer aux activités de conservation de l'eau et autres ressources naturelles lorsque les enjeux de leur participation sont clairement et directement liés à l'amélioration de leurs conditions de vie.

La mise en œuvre des actions de la GIRE à démontré que la planification et la mise en œuvre des activités communautaires peuvent être partagées entre différents secteurs et entre les communautés par delà les frontières. Les activités conjointement menées ont renforcé la coopération et l'échange d'informations entre les institutions des pays voisins, rendant ainsi plus favorable l'environnement pour la gestion des ressources en eau transfrontalières.

La pauvreté des communautés rurales n'est pas seulement un problème de faibles revenus, mais elle est aussi étroitement liée aux mauvaises conditions de santé et d'assainis-



Composantes institutionnelles pour la gestion transfrontalière des ressources en eau Institutional blocks for transboundary water management

the communities in areas of environmental hygiene, HIV/AIDS, and bushfire prevention. At the Organizational, national stakeholder forums have been established to serve as platform for community representatives to exchange experiences, engage in constructive and collective deliberation, and agree on common perspectives about conserving the water resources of the Volta. The forums operate at local, national and transboundary levels, and are designed to "mix" the different levels, with the aim of increasing involvement by local communities in transboundary water management.

In order to address the challenges of linking the Local and the Conventional transboundary structures following the establishment of the VBA, a model for coordinating the forums has been proposed by PAGEV (Figure 8). The model comprises several actors on the various institutional levels; At the community level, the river banks protection committee formed at each village has nominated 3 representatives as official spokespersons at the national forums. They are responsible for organizing the community and supervising the river banks protection

activities. Their line of reporting is to the District Assemblies (in Ghana) and Departments (in Burkina Faso).

At the regional administrative or sub-basin level are the national forums. The national forums are constituted by representatives of the communities, civil society organizations, the District Chiefs and Prefects/ Mayors, and the decentralized technical services who provide extension services to the communities and advice the liaison NGOs on various community interventions. The coordination of the different national forums is the responsibility of the two basin agencies (i.e. Nakanbé Water Agency and White Volta Basin Board in Burkina Faso and Ghana respectively). The two national forums have established a 14 member Local Transboundary Committee to coordinate joint cross-border activities, solve any local level water use problems and disputes, and strengthen cooperation between the two countries.

At the national level are the water policy implementation institutions of Burkina Faso and Ghana, DGRE and WRC respectively. The two institutions are the focal points to

PAGEV and their respective heads are the co-directors of the project. PAGEV worked with GWP-WA to revitalize the JTC-IWRM, and the JTC-IWRM with the support of IUCN has formulated a Code of Conduct to guide development and management of the shared water and other natural resources of the Volta Basin. The JTC-IWRM will assure the coordination of national transboundary issues, which will then link with the VBA at the basin level through their respective ministries in charge of water

CONCLUSIONS

Communities are willing to participate in water and other natural resources conservation interventions when the outcomes of participation are clearly and directly linked to the improvement of livelihood of participating communities

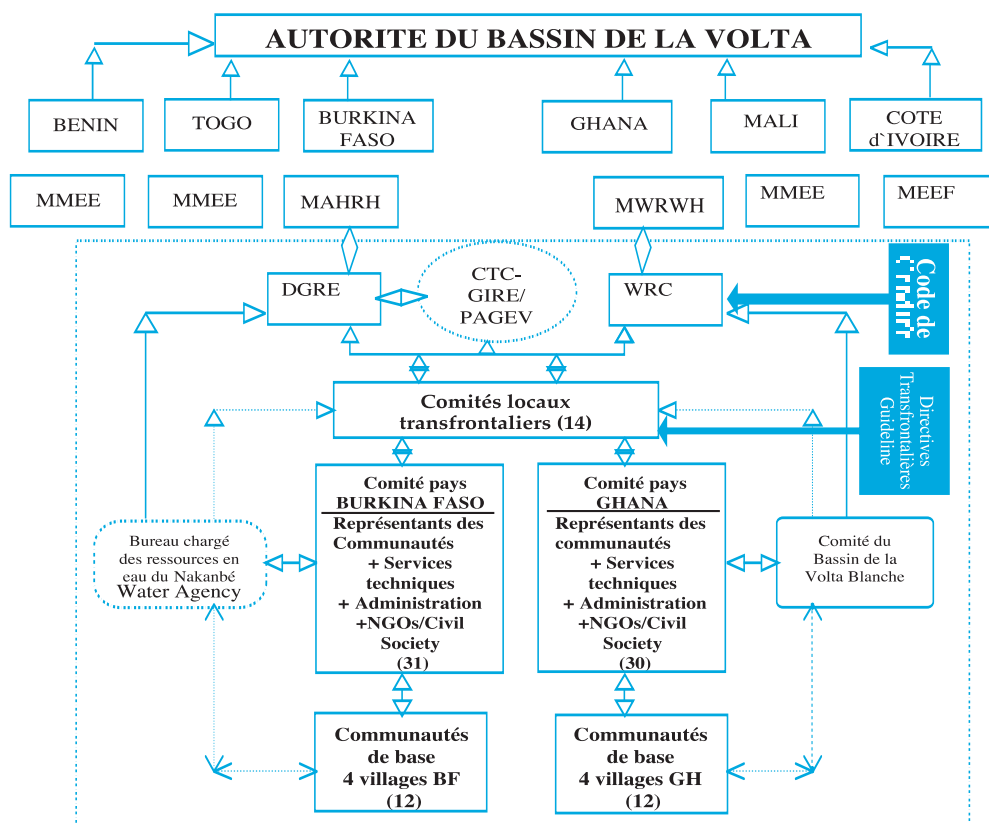
Implementation IWRM actions demonstrated that planning and implementation of community-based activities can be successfully shared between sectors as well as between communities across boundaries. The joint activities have reinforced the cooperation and exchange of information between institutions in both countries, thus enhancing the

sement. Le PAGEV a ainsi mis à la disposition de certaines communautés des puits qui ont beaucoup soulagé celles-ci, particulièrement les femmes qui consacrent beaucoup de temps à la corvée d'eau pour les besoins domestiques durant la saison sèche. Certains de ces puits sont en train d'être équipés de pompes pour faciliter l'accès à l'eau lorsque le niveau d'eau baisse en raison des conditions d'extrême sécheresse. Cela peut atténuer les maladies d'origine hydrique et améliorer l'état de santé des populations et surtout des enfants.

Un grand défi à la restauration des berges du fleuve pourrait être la résistance des populations locales qui craignent de perdre leurs droits d'accéder à la terre. Les systèmes de propriété foncière doivent être étudiés et bien compris. Les craintes des populations pourraient être apaisées avec plus de dialogue entre les propriétaires terriens et les paysans, et aussi en rendant clairs et visibles les avantages des interventions.

Kwame ODAME ABABIO

Modèle institutionnel du PAGEV pour la gestion du Bassin de la Volta



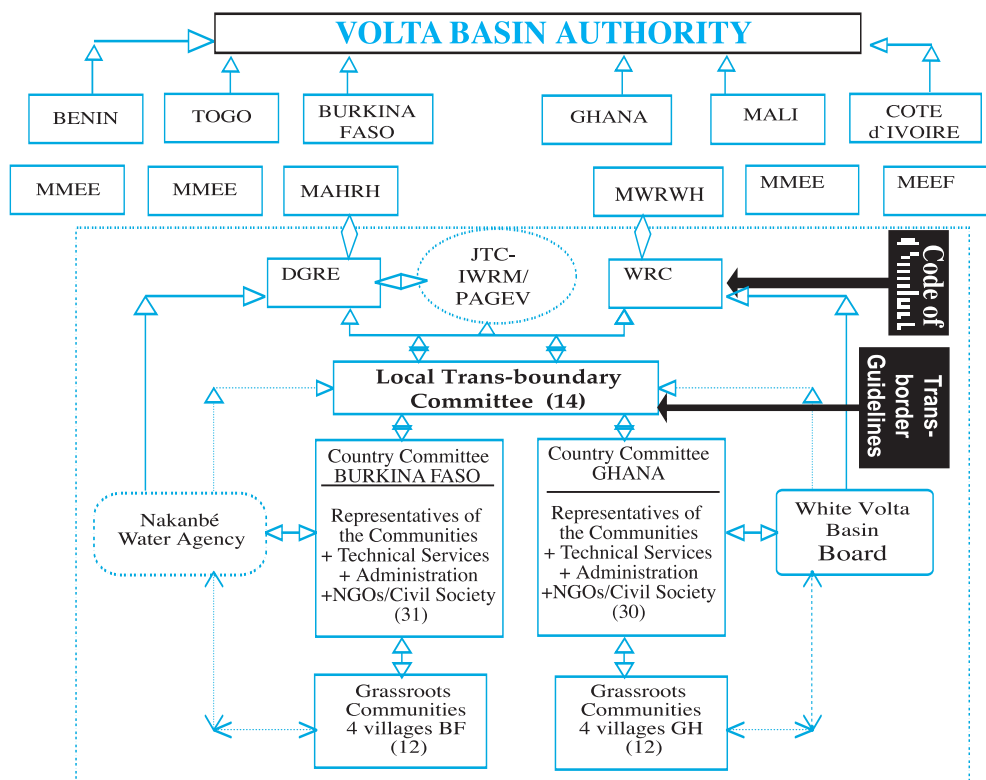
The PAGEV institutional model for the management for the Volta Basin

enabling environment for transboundary water resources management.

Poverty in the rural communities is not only a problem of low incomes but is also related closely to poor health and sanitary conditions. PAGEV has thus provided some of the communities with hand-dug wells, which have brought much relief to those communities, particularly women who spend time looking for water for domestic chores during the dry seasons. Some of the wells are being fitted with pumps to make access easier when the water level reduces because of extreme dry conditions. These can bring about reduction in water borne diseases and improvement in the health status of the people, especially children.

A major challenge to river banks restoration could be resistance by the local people because of fears of losing rights to access land. Land tenure systems need to be studied and carefully understood. The fears of the people could be allayed by increasing dialogue between land owners and farmers and also making the benefits of the intervention clear and visible.

Kwame ODAME ABABIO



L'auteur de cette communication tente de relever les craintes des organisations de la société civile sur ce que cache les chiffres que les gouvernements et autres organisations publient pour illustrer leur combat pour l'atteinte des OMD. Il rappelle certains aspects qui devraient être pris en considération lorsque les chiffres sont donnés. Ces craintes ont été exprimées au cours d'une session plénière lors de la première semaine africaine de l'eau.

Atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement en matière d'eau et d'assainissement : l'Obsession des chiffres et la problématique de l'équité sociale et du genre

Par Patrick Apoya, Secrétaire Exécutif, Coalition des ONG pour l'Eau et l'Assainissement, Ghana, & Membre du Conseil African Civil Society Network on Water (ANEW) (Réseau Africain de la Société Civile sur l'Eau)

L'Afrique a célébré sa toute première Semaine de l'Eau (AWW_1) à Tunis du 26 au 28 mars 2008 avec pour thème: "Accélérer la sécurité de l'eau pour le développement socio-économique de l'Afrique". Les pays africains ont fait l'état de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), ainsi que les objectifs liés à l'eau en Afrique, et ont formulé des recommandations pour être soumises aux sommets de l'Union Africaine (UA) et du G8 en 2008 et au cinquième Forum Mondial de l'Eau (FME_5) en 2009. L'un après l'autre, les intervenants ont souligné le danger pour l'Afrique de ne pas atteindre les OMD en matière d'eau et d'assainissement. Les experts ont débattu divers chiffres concernant les insuffisances actuelles dans la couverture et les sommes colossales requises pour combler le vide. Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) sont importants dans la mesure où ils servent de nouveau cadre pour le développement

durable, la définition d'objectifs pour l'équité sociale pour le développement économique de manière durable. Les pays disposant d'à peine sept (7) ans pour rendre compte à la communauté internationale des progrès obtenus dans la réalisation de ces objectifs, les gouvernements, les donateurs, les partenaires au développement et la société civile s'excitent dans un décompte d'alignement de chiffres pour déterminer où ils en sont. Dans différentes parties de l'Afrique, il existe autant de chiffres que d'acteurs en matière de couverture des besoins en eau et assainissement. L'obsession pour les chiffres n'a jamais été aussi grande au niveau des gouvernements qu'elle l'était pour les OMD.

Au sein de la société civile à travers l'Afrique, il y a de plus en plus de craintes que les chiffres ne masquent de graves questions d'équité et de genre à moins que les gouvernements ne prennent des dispositions

pratiques pour les résoudre. Pour que la couverture des besoins se traduise positivement en développement équitable, les questions suivantes doivent être posées :

- Les résultats mis au compte des OMD tiennent-ils compte de manière équitable de toutes les localités géographiques dans les différentes régions administratives et les zones écologiques du pays?
- Toutes les tranches de la société bénéficient-elles équitablement des investissements liés aux résultats qui mesurent les OMD?
- La réalisation des objectifs spécifiques des OMD se traduit-elle en objectifs de réduction de la pauvreté comme envisagé dans les Stratégies de Réduction de la Pauvreté de différents pays ?
- Les résultats contribuant aux objectifs spécifiques des OMD sont-ils durables ?

In this paper the author tries to point out the fears of civil society organizations about what lies beneath figures governments and other organizations are throwing out to show how they are fighting to meet MDGs. He reminds everybody some aspects that should be considered when figures are referred to. These fears were expressed at plenary during the AWW_1.

Meeting the Water and Sanitation Millennium Development Goals: Obsession with Numbers Undermining Social and Gender Equity Issues

By Patrick Apoya, Executive Secretary, Coalition of NGOs in Water and Sanitation, Ghana, & Board Member African Civil Society Network on Water (ANEW)

Africa celebrated its first ever Water Week (AWW-1), in Tunis from 26-28 March 2008, under the theme 'Accelerating Water Security for the Socio Economic Development of Africa'. Among others, African countries took stock of the status of the achievement of the Millennium Development Goals (MDGs) and related targets on water in Africa, and made recommendations for consideration by the 2008 African Union (AU) and G8 summits, and the 2009 Fifth World Water Forum (WWF-5). Speaker after speaker stressed the danger of Africa not meeting its water and sanitation MDG targets and goals. Experts

poured various figures on existing coverage gaps and colossal sums of financing required to fill the gap. The Millennium Development Goals (MDGs) are important as they serve as the new framework for sustainable development, setting social equity goals and targets that contribute to economic development in a sustainable manner. With barely Seven (7) years for nations to account to the international community on progress towards the achievement of these Goals, governments, donors, development partners and civil society are thrown into a frenzy of counting and tallying numbers to determine where they stand.

In different parts of Africa, there are as many figures as there are stakeholders in relation to water and sanitation coverage. Obsession with numbers has never been greater for governments on anything before than for the MDGs.

Among civil society across Africa, there is growing fears that beneath the numbers serious equity and gender issues could be breeding unless governments took practical steps to



Ph. S. Coulibaly

Patrick Apoya



Particularité des OMD liées à l'eau et l'assainissement

Les OMD du secteur Eau et Assainissement posent des problèmes exceptionnels de diverses manières, à savoir :

Les efforts d'investissement sont influencés par des facteurs techniques et hydrologiques complexes qui peuvent empêcher de nombreuses populations de se rendre compte des avantages de ces investissements.

La durabilité des résultats requiert des structures communautaires fonctionnelles pour utiliser et entretenir continuellement les infrastructures. Là où ces structures ne fonctionnent pas bien, les résultats réalisés peuvent changer dans une période relativement courte.

Les facteurs socioculturels peuvent empêcher certains groupes d'utiliser pleinement

ces infrastructures même là où elles existent et sont incluses dans les chiffres.

Effet de dissimulation des chiffres

Les chiffres peuvent masquer plusieurs facteurs qui limitent la valeur potentielle des avantages envisagés qui correspondent à ces chiffres, créant ainsi une fausse impression de « Tout va bien ». Certains de ces facteurs sont :

Les facteurs de couverture géographique inégale où les taux de couverture représentent une moyenne masquée de couverture totale pour certaines zones géographiques et une couverture non optimale pour d'autres ;

Le facteur d'accès inégal où certains groupes de populations ou communautés peuvent ne pas avoir accès à des services pour des raisons financières ou autres.

address them. To ensure that coverage will translate positively to equitable development, the following questions must be answered:

- Are the outputs that add up to the MDG targets equitably distributed geographically across all administrative regions and ecological zones of the country?
- Are all segments of society benefiting equitably from the investments associated with the outputs that measure the MDGs?
- Does achievement of specific MDG targets translate into poverty reduction objective as envisioned in the Growth Poverty Reduction Strategies of various countries?
- Are the outputs adding up to specific MDG targets sustainable over time?

Peculiarity of Water and Sanitation Related MDGs

The Water and Sanitation Sector MDGs pose unique problems in several ways, namely: Investments efforts are influenced by complex technical and hydrological factors that may exclude considerably large populations from

realising the benefits of such investments.

Sustenance of outputs require functional community-managed structures for operating and maintaining facilities on a continued basis. Where these structures do not function well, outputs realised can be reversed within a relatively short period of time. Socio-cultural factors may limit some population groups from use of these facilities even where they exist and are counted among the numbers.

The Masking Effect of Figures

Within the numbers may be buried several factors that limit the potential value of implied benefits that go with such numbers, thereby creating a false impression of "All is well". Some of these factors include:

The uneven geographical coverage factors, where coverage figures represent a masked average of over-coverage for some geographical areas and sub optimal coverage for others;

The inequitable access factor where some population groups or communities may not be accessing services for financial or other reasons;

Institutional and procedural factors (adequa-

cy of the framework) that may enhance or minimise the accuracy of data;

Institutional definitions and choice of indicators e.g. access, quality, etc;

The sustainability factor; with regard to the long term, especially, where:

Potable water and improved sanitation coverage figures are not viewed against the overall fresh water resource indicators;

Technical factors are not taken into account in defining access, e.g. hydro geological factors, Well yields, potential drying up of wells/boreholes etc

Operational factors, namely breakdowns/maintenance rates, community management structures etc are taken for granted as being adequately in place.

As a result of the above problems, MDG goals may be achieved without fully realising the poverty reduction impacts envisaged to go with such achievement.

National governments need to pay more attention to monitoring the benefits that investments in the water sector bring about, and not buried in counting numbers.

Invitée

Entretien avec Letitia Obeng – Présidente du GWP

« Sans la sécurité en eau, le potentiel des économies n'est pas atteint et la lutte contre la pauvreté ralentie »

Letitia OBENG est la nouvelle Présidente du Partenariat Mondial de l'Eau qui a remplacé Mme Margaret Catley-Carlson. Mme Obeng est de nationalité ghanéenne, titulaire d'un Ph.D en santé publique et en ingénierie des ressources en eau de l'Imperial Collège, Université de Londres. Elle a une vaste expérience en matière de développement de stratégies pour l'eau et l'assainissement et de fourniture de services à travers le continent africain. Dr Obeng est entrée à la Banque Mondiale en 1982 et a occupé de manière évolutive des postes de responsabilité jusqu'à sa retraite en fin 2007. Récemment, elle était Directrice de l'Environnement, des Ressources en Eau, du Développement Rural et Social dans la région Moyen Orient et Afrique du Nord; Directrice de la Stratégie et des Interventions auprès du Vice-président pour l'Amérique Latine et les Caraïbes; et Directrice auprès de la Présidence de la Banque Mondiale.

Vous avez pris part à la première semaine africaine de l'eau (AWW-1) à Tunis du 26 au 28 mars 2008. Quels sont vos sentiments à l'issue de l'évènement et quel a été le rôle du GWP ?

Tout d'abord, permettez-moi de vous dire que j'apprécie réellement l'utilisation de « Running Water » pour aider à améliorer les communications et le partage à travers l'Afrique de l'Ouest. Je vous remercie de me donner l'occasion d'y contribuer.

C'était vraiment un plaisir pour moi de voir autant de professionnels africains de l'eau réunis pour partager l'information et examiner les questions relatives au sujet très important de l'accélération de la sécurité en matière d'eau pour le développement socio-économique. J'ai été fortement encouragée par l'intérêt, l'énergie et les discussions enrichissantes. C'était également un réel plaisir pour moi de rencontrer de « vieux amis » que je n'avais pas vus depuis des années.

Il s'agissait également de ma première occasion de rencontrer les Présidents et les membres des Partenariats Régionaux de l'Eau et d'entendre leurs préoccupations et leurs conseils pour le Réseau. En tant que membres du GWP, ils ont contribué de diverses manières à l'AWW-1, en présentant des communications, en dirigeant les débats et en partageant leurs idées et leurs suggestions concernant les sujets discutés.



Ph. S. Coulibaly

Vous venez de commencer vos fonctions comme nouvelle Présidente du Partenariat Mondial de l'Eau (GWP), quelles sont vos ambitions pour le Réseau ?

Au cours des 10 dernières années, le GWP s'est développé pour devenir un partenariat et un réseau unique en son genre. Les Partenariats Régionaux sont devenus des

Guest

Interview with Letitia Obeng- GWP Chair

“Without water security, economies will not grow at their potential and poverty reduction will be slow”

Letitia OBENG is the new Chair of Global Water Partnership (GWP) who took over Ms Margaret Catley-Carlson. Ms Obeng is a national of Ghana holding a Ph.D. degree in public health and water resources engineering from Imperial College, University of London. She has extensive experience in water and sanitation strategy development and service delivery across Africa. Dr. Obeng joined the World Bank in 1982 and held increasingly responsible positions until her retirement at the end of 2007, most recently as Director of Environment, Water Resources, Rural and Social Development in the Middle East and North Africa Region; Strategy and Operations Director in the Office of the Vice President for Latin America and the Caribbean; and Director, Office of the President of The World Bank.

You took part into the first Africa Water Week (AWW-1) in Tunis from 26 to 28 March 2008, could you tell us the feelings on the importance of the event and the role GWP played in it?

First of all, let me say that I really like the use of “Running Water” to help maintain and improve communications and sharing across West Africa. Thank you for offering me the opportunity to contribute to it.

It was truly a pleasure for me to see so many African water professionals together in the same place sharing information and discussing issues related to the very important subject of accelerating water security for socio-economic development. I was highly encouraged by the interest, energy and substantive conversations and it was a real pleasure to meet “old “friends whom I had not seen in years.

This was also my first opportunity to meet with Chairs and members of Regional Water

Partnerships and to hear their concerns and advice for the Network. As members of GWP, they contributed in various ways to AWW-1, making presentations, leading discussions and sharing their ideas and suggestions on the subjects discussed.

As the new Chair, what are your ambitions for the Global Water Partnership (GWP) Network?

Over the past 10 years, GWP has grown to become a unique partnership and network. Regional Partnerships have become a recognized and accepted actor in the water arena. Country Partnerships have grown and our global agenda maintains relevance. I firmly believe that it can continue to play a substantive role in supporting countries as they strive towards achieving water security in the coming years. When countries develop IWRM plans that will help them: understand where they stand today in terms of sustainable management of water; decide how best to share the resource (within the country and at basin level) among its different uses, to better contribute to growth and socio-economic development; put in infrastructure and institutional systems that will help them have greater resilience to droughts and floods, and to bet-

acteurs reconnus et acceptés dans le domaine de l'eau. Les Partenariats nationaux ont grandi et notre programme garde toute sa pertinence. Je crois profondément qu'il peut continuer à jouer un rôle considérable en soutenant les différents pays dans leurs efforts tendant à assurer la sécurité en matière d'eau dans les années à venir. Lorsque des pays élaborent des plans de GIRE qui les aideront : à comprendre où ils en sont dans le domaine de la gestion durable de l'eau ; à décider de la meilleure façon de partager la ressource (à l'intérieur du pays et au niveau des bassins) entre ses différents utilisateurs pour mieux contribuer à la croissance et au développement socioéconomique; à mettre en place des infrastructures et des systèmes institutionnels qui les aideront à mieux résister aux sécheresses et aux inondations et à mieux s'adapter aux effets du réchauffement de la planète, ils auront à leur disposition un outil puissant.

Le GWP se trouve à la croisée des chemins. Nous venons de subir une évaluation externe qui nous donne de la matière à réflexion et nous sommes en train d'élaborer la stratégie du GWP pour la période 2009-2013. Dans l'ensemble, l'évaluation est positive et encourage le GWP à reprendre de l'énergie, à réorienter la stratégie et à se réorganiser tout en nous préparant pour les cinq prochaines années. Entre autres, l'évaluation apprécie positivement les bons systèmes de gestion et de responsabilité financière mis en place au sein du Réseau. Elle encourage plus de concentration au niveau Région et Pays, et recommande des liens encore plus forts entre les TEC et les niveaux mondiaux et régionaux. L'évaluation vient à point nommé

: nous prendrons en compte ses recommandations en travaillant ensemble durant les quelques mois à venir dans le processus d'élaboration de la stratégie du GWP pour 2009-2013. Les pays qui ont achevé leurs plans de GIRE demandent des conseils pour les prochaines dispositions à prendre en vue d'assurer la sécurité en matière d'eau. Le GWP doit poursuivre son soutien, sa collaboration et ses conseils à travers tout le réseau et avec les autres partenaires au développement. Pendant que nous avons bien en vue le travail qui nous attend, j'espère particulièrement que les membres du Réseau prendront le temps de contribuer à l'élaboration de la stratégie en faisant des commentaires sur les projets au fur et à mesure qu'ils sont présentés. Leurs points de vue sont importants.

Vous êtes la première Africaine au poste de Présidente du GWP, quelles sont vos ambitions pour l'Afrique en général et particulièrement pour l'Afrique de l'Ouest dont vous êtes originaire ?

Je suis vraiment honorée d'avoir été retenue comme nouvelle Présidente du GWP. Mme Catley-Carlson était une Présidente très dynamique qui a travaillé dur pour aider le GWP à parvenir là où il est aujourd'hui. Nous avons beaucoup de chance de profiter d'une telle base. Mon espoir pour l'Afrique de l'Ouest, le continent et les autres continents est que les pays remportent chacun leurs batailles pour la sécurité dans le domaine de l'eau le plus tôt que possible.

Pour revenir à la semaine de l'eau dont le thème était "accélérer la sécurité de l'eau

ter adapt to global warming effects; they will have a powerful tool at their disposal.

GWP is at a crossroads. We have just undergone an external evaluation which has given us much food for thought and we are in the process of developing GWP's strategy for 2009-2013. Overall, the evaluation is positive and encourages GWP to re-energize, re-strategize and re-organize as we prepare for the next five years. Among other things, it applauds the good financial management and accountability systems in place within the Network. It encourages greater focus at the Regional and Country level and it recommends even stronger connections between TEC and the global and regional levels. The evaluation is timely: we will take its many recommendations into consideration as we work together during the next few months developing GWP's strategy for 2009-2013. Countries who have completed their IWRM plans are asking for guidance on next steps towards achieving water security. GWP needs to continue its support, collaboration and advice throughout the Network and with other development partners. As we focus on the work ahead, I particularly hope that Network members will take the time to contribute to the development of the strategy by commenting on

the drafts as they are produced. Their views are important.

As the first African chairing Global Water Partnership what are you to focus your actions on towards Africa in general and West Africa in particular as a native of this region?

I am truly honored to have been selected as the next Chair of the GWP. Ms. Catley-Carlson was a very dynamic Chair who worked hard to help get GWP where it is today. We are fortunate to have so much to build on. My hopes for West Africa, the Continent and other for Continents is that individual countries will win their battles for water security sooner rather than later.

To come back to the AWW-1 and on its theme "accelerating water security for socio economic development of Africa", how are you optimistic about Africa's water security?

There is an excellent paper "Sink or Swim? Water Security for growth and development (Grey and Sadoff, 2007), in which this subject is discussed. The paper defines water security as "the availability of an acceptable quantity and quality of water for health, livelihoods,

pour le développement socio-économique de l'Afrique, quel est votre niveau d'optimisme pour cet objectif de la sécurité en eau pour l'Afrique?

Un excellent article intitulé « Couler ou nager ? Sécurité en Eau pour la croissance et le développement » (Grey & Sadoff, 2007) traite de ce sujet. Il définit la sécurité en eau comme « la disponibilité d'une quantité et d'une qualité d'eau acceptables pour la santé, les conditions de vie, les écosystèmes et la production avec un niveau acceptable de risques liés à l'eau pour les populations, l'environnement et les économies ». L'article aborde les aspects liés aux hydrologies difficiles auxquelles font face aujourd'hui de nombreux pays moins nantis et parle des coûts à payer pour la sécurité en eau dans ces situations difficiles. Il expose également la manière dont les pays qui ont atteint le niveau de sécurité en eau y sont parvenus et comment les économies et sociétés sont entravées dans les pays qui ne sont pas encore parvenus à la sécurité en eau. Les

Dr Obeng avec des responsables du PNE Bénin



Ph. S. Coulibaly

Dr Obeng with leaders of CWP Benin

ecosystems and production coupled with an acceptable level of water-related risks to people, environments and economies. "The paper further talks about the difficult hydrologies that many poorer countries face today and discusses the costs to achieve water security in these difficult situations. It also reviews how countries which have achieved water security got there and how economies and societies are constrained in those that have not yet achieved water security. The authors conclude that "most water insecure countries today face far greater challenges than those that achieved water security in the last century and are wealthy countries today." Over the years, poorer countries have been battered by cycles of drought and flood and poor water management which grind away at their economies. I believe that without water security, economies will not grow at their potential and poverty reduction will be slow. There is much work to be done for African Countries to achieve water security. I believe they can achieve it, but, they cannot do it alone and, I encourage everyone taking this subject seriously.

*Interviewed by
Sidi COULIBALY*



auteurs concluent en soulignant que « la plupart des pays où la sécurité en eau n'est pas assurée doivent relever de plus grands défis par rapport aux pays qui ont réalisé la sécurité en eau au cours du siècle dernier et sont riches aujourd'hui. » Au fil des années, les pays les plus pauvres ont subi des cycles de sécheresse et d'inondation en plus de la mauvaise gestion de l'eau, qui anéantit leurs économies. Je crois que sans sécurité en eau, les économies n'atteindront pas leur potentiel et la réduction de la pauvreté sera lente. Les pays africains ont encore beaucoup à faire pour assurer la sécurité en eau et je pense qu'ils peuvent y parvenir, mais pas seuls. J'encourage tout un chacun à prendre cela au sérieux.

Entretien réalisé par
Sidi COULIBALY

Première Semaine africaine de l'eau, Tunis, 26-28 mars 2008 Conseil des ministres africains de l'eau (AMCOW) Déclaration ministérielle sur l'accélération de la sécurité de l'eau pour le développement socioéconomique de l'Afrique

PARTIE I : L'eau, facteur essentiel pour le développement durable en Afrique : Nos actions et réalisations

- Nous, ministres africains de l'eau, présents à la Première Semaine africaine de l'eau, sommes convaincus que garantir la sécurité de l'eau est et doit rester la toute première priorité de développement sur le continent dans les prochaines années. Pour l'Afrique, il est impératif d'atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) à l'horizon 2015 dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, ainsi que les autres objectifs liés à l'eau qui sont la réduction de la pauvreté, de la faim, de la mortalité infantile, de la mortalité maternelle et des grandes maladies. La Vision africaine de l'eau 2025 continuera de sous-tendre nos actions.

- Au cours des cinq dernières années, nos Chefs d'État et de Gouvernement ont fait preuve d'un haut niveau d'engagement et de leadership politiques qui ont permis de mettre au cœur de

notre Agenda pour le développement régional les problèmes de l'eau en Afrique.

Nous rappelons que la Conférence panafricaine sur la mise en œuvre et le partenariat (décembre 2003) a été suivie, dans un délai très court, de la Déclaration de Syrte par les Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union africaine en janvier 2004, concernant la reconnaissance d'AMCOW en tant que Comité technique spécialisé de la Commission de l'Union Africaine. A leur sommet de février 2008, les Chefs d'État et de Gouvernement ont décidé de consacrer le Sommet de juillet 2008 à l'eau et l'assainissement.

- Lors de sa Sixième session, AMCOW a examiné la question de savoir quel était le meilleur moyen d'accélérer les actions menées en vue de l'atteinte des OMD, notamment dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Nous reconnaissons que des progrès notables ont été accomplis par nos pays respectifs, mais que beaucoup reste encore à faire.

Nous avons en conséquence pris un certain nombre de mesures favorables, comprenant notamment :

(NB: Les résultats de la Semaine africaine de l'eau auxquels on se réfère dans le point 13 sont en cours de finalisation en tenant compte des commentaires reçus des participants. La version provisoire des résultats est placée dans le site web pour des commentaires et ajouts finaux. Cette déclaration sera complète dès que la version finale des résultats de la Semaine africaine de l'eau y sera jointe).

First African Water Week - March 26-28, 2008 Tunis African Ministers Council on Water (AMCOW) Ministerial Declaration on Accelerating Water Security for Africa's Socio-Economic Development

PART I : Water, A Key to Sustainable Development in Africa: Our Efforts and Achievements

- We, the ministers responsible for water in Africa and present at the First African Water Week, are convinced that ensuring water security through the equitable and sustainable management of water is and must remain the top development challenge for the foreseeable future for our continent. For Africa, it is imperative that we achieve by 2015 the Millennium Development Goals on water and sanitation and the other crucial and water-dependent goals on reducing poverty, hunger, child mortality, maternal mortality, and major diseases. The African Water Vision 2025 continues to provide a basis for our actions.

- Over the last five years, our African Heads of State and Government have demonstrated great political commitment and leadership, which have made it possible for Africa's water

crisis and policy challenges to be brought from the margins to the centre-stage of the regional development agenda. We recall that the Pan-African Implementation and Partnership Conference (Dec. 2003) was followed shortly after by the AU Heads of State and Government adopting the Sirte Declaration in January 2004, on the integration of AMCOW into the AU structures as a Specialized Technical Committee. At its summit in February 2008, the African Heads of State and Government decided that its July 2008 Summit should be devoted to Water and Sanitation.

- At the sixth session of our Ministers Council on Water, AMCOW considered how best to accelerate action on the MDGs and targets on Water and Sanitation. We recognise that progress has been made but a lot needs to be done. We have also taken a number of enabling measures which include:

- Adopting a comprehensive work programme to support actions for meeting the MDG tar-

gets on water and sanitation, establishing the AMCOW Trust Fund to facilitate the financing of MDG-related actions, the establishment of African Water Facility and launching of the Rural Water Supply & Sanitation Initiative;

- Strengthening collaboration with civil society by formalizing relations with the African Civil Society Network on Water and Sanitation (ANEWS);

- Strengthening collaboration with African River and Lake Basin Organizations (ANBO);
- We have also forged close collaboration with the G-8, whose summits over the last five years have adopted initiatives on water for Africa. We are cooperating with the European Union to implement the EU Water Initiative for Africa;

We have made some progress in moving sanitation from the margins to the centre stage of our continental development agenda through the support of a number of international partners dealing with sanitation. This has enabled us to make a comprehensive assessment of the challenges with regard to the sanitation target. We have therefore recently adopted eThekweni (Durban) Declaration on Sanitation in February 2008. We also welcome the African EU statement on Sanitation which commits the International Community to support our effort on Sanitation in Africa

- l'adoption d'un vaste programme de travail destiné à appuyer les actions menées en vue de la réalisation des OMD dans les domaines de l'eau et de l'assainissement,
- l'établissement du fonds d'affectation spéciale d'AMCOW destiné à faciliter le financement des actions relatives à l'atteinte des OMD, l'établissement de la Facilité africaine de l'eau et le lancement de l'Initiative pour l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement en milieu rural;
- le renforcement de la collaboration avec la société civile en officialisant les relations établies avec le Réseau de la société civile africaine pour l'eau et l'assainissement (ANEW);
- le renforcement de la collaboration avec les organisations africaines de bassins hydrographiques (RAOB);
- l'établissement d'une étroite collaboration avec le G8, dont les sommets des cinq dernières années ont adopté des initiatives sur l'eau en Afrique, ainsi que la coopération avec l'Union européenne pour la mise en œuvre de l'initiative de l'UE pour l'eau en Afrique.
- Nous avons aussi accompli des progrès dans notre objectif d'inscrire la problématique de l'assainissement parmi les priorités de notre agenda pour le développement du continent, grâce au soutien d'un certain nombre de partenaires internationaux. Ce qui nous a permis de procéder à une évaluation exhaustive des défis en la matière et d'adopter en conséquence en février 2008 la récente Déclaration d'eThekweni (Durban) sur l'assainissement. Nous saluons également la Déclaration UE-Afrique sur l'assainissement qui invite la communauté internationale à soutenir nos efforts pour le développement de l'assainissement en Afrique.
- Nous avons institué la Semaine africaine de

l'eau pour discuter des opportunités et des défis concernant la réalisation de la sécurité de l'eau pour le développement socioéconomique de l'Afrique dans le cadre des missions de AMCOW.

- Lors de la Première semaine africaine de l'eau, nous avons discuté des principaux thèmes suivants : la plate-forme d'infrastructures pour la sécurité de l'eau en Afrique, la réalisation des OMD pour l'eau et l'assainissement, le financement de l'infrastructure pour la sécurité de l'eau, le changement climatique et l'adaptation, comment faire face aux défis environnementaux et sociaux, le développement institutionnel et le renforcement des capacités.

PARTIE II : Partenariat pour des actions au niveau régional et national en vue d'accélérer la sécurité de l'eau pour le développement socioéconomique de l'Afrique

Nos Chefs d'État et de Gouvernement de concert avec les autres dirigeants du monde ont réaffirmé les engagements de la communauté internationale en faveur du Partenariat mondial pour le développement tel que défini dans la Déclaration du millénaire, à travers le Consensus de Monterrey et dans le Plan de mise en œuvre de Johannesburg.

- Nous nous félicitons vivement du soutien et de la solidarité de la communauté internationale envers l'Afrique et AMCOW pour nous aider à relever les défis de l'eau et de l'assainissement. En vue de répondre aux besoins spécifiques de l'Afrique, nous demandons instamment à nos Gouvernements, aux organisations nationales et régionales, à la communauté internationale et aux partenaires au développe-

ment de fournir une assistance concrète, substantielle et tangible aux initiatives à effet rapide ci-après :

a. Plate-forme d'infrastructure pour la sécurité de l'eau

- Mobiliser des investissements pour parvenir à une plateforme d'infrastructures nécessaires en vue de réduire la pauvreté et de réaliser la croissance économique et le bien-être social ;
- faciliter le développement de l'infrastructure transfrontalière ;
- développer des plans et stratégies nationaux pour l'atteinte de la sécurité de l'eau ;
- renforcer la base pour l'information et les connaissances et les capacités de suivi.

b. Réaliser les OMD pour l'eau et l'assainissement

- utiliser au mieux les ressources existantes et mobiliser des moyens financiers et techniques auprès des secteurs public et privé et des utilisateurs, pour le développement de l'infrastructure de l'eau et de l'assainissement, et le renforcement des capacités institutionnelles, techniques et managériales à tous les niveaux ;
- accorder une priorité aux dépenses afférentes à l'eau et à l'assainissement dans les budgets nationaux ;
- augmenter systématiquement les ressources allouées aux Gouvernements locaux pour la mise en œuvre des projets d'eau et d'assainissement ;
- élaborer des mécanismes appropriés de suivi et d'évaluation pour l'alimentation en eau et l'assainissement aux niveaux local, des bassins, national et régional ;
- présenter aux partenaires au développement un « Plan d'investissement pour les OMD en matière d'eau et d'assainissement en Afrique »

- We instituted the African Water Week series to discuss opportunities and challenges of achieving water security for Africa's socio-economic development in furtherance of AMCOW's mission.

- We have at the first African Water Week deliberated on the following key themes: infrastructure platform for achieving water security; meeting the water and sanitation MDGs; financing infrastructure for water security; climate change and adaptation; addressing the environmental and social challenges and the institutional development and capacity building.

PART II: Partnership for Regional and National Actions to Accelerate Water Security for Africa's Socio-Economic Development

- Our Heads of State and Government join global leaders in reaffirming international commitments to the Global Partnership for Development set out in the Millennium Declaration, the Monterrey Consensus and the Johannesburg Plan of Implementation.

- We highly appreciate the international support and solidarity extended to AMCOW and Africa for addressing the water and sanitation challenges. In order to meet the special needs

of Africa, we call upon our governments, national and regional organisations, the international community, and development partners, to extend concrete, substantial and tangible support to the following quick impact actions:

a. Infrastructure platform for achieving water security

- mobilise investments to attain the necessary water infrastructure platform, in order to overcome poverty and achieve needed economic growth and social well-being;
- facilitate trans-boundary infrastructure development.
- develop national plans and strategies for achieving water security
- strengthen the information and knowledge base and monitoring capacity

b. Meeting the Water and Sanitation MDGs

- make best use of existing resources, and mobilizing financial and technical resources, from the public and private sectors, and users, for water and sanitation infrastructure as well as for building institutional, technical and managerial capacity at all levels;
- prioritize and increase water and sanitation expenditures in national budgets;
- increase, systematically, resources allocated

to local governments for the implementation of water and sanitation projects;

- develop appropriate monitoring and evaluation mechanisms for water supply and sanitation at local, basin, national and regional levels;
- present development partners an "MDG Water and Sanitation Investment Plan for Africa" to reach the MDGs including the identification of the financial resources to be mobilised and gap expected of all development partners for endorsement by the G8 and MDG Summit
- request the AfDB and the Water and Sanitation Programme (Africa) to continue to undertake Country Sector Reviews, within the context of the Pan African mechanism, to update AMCOW on progress and bottlenecks in achieving the MDG targets;
- establish peer review processes for monitoring water and sanitation performance for Members who ascribe to the idea.

c. Financing Infrastructure for Water Security Objectives

- place the development benefits of water use and sanitation infrastructure at the core of our finance strategies;
- strengthen the case for water use and sanitation infrastructure in National Development

afin d'atteindre les OMD y compris l'identification des ressources financières à mobiliser et le déficit attendu de tous les partenaires au développement en vue de l'endossement dudit plan par le Sommet du G8 sur les OMD ;

- demander à la BAD et au Programme eau et assainissement (WSP/Afrique) de la Banque mondiale de continuer à entreprendre des études sectorielles, en vue d'informer AMCOW des progrès réalisés et des difficultés rencontrées vers la réalisation des OMD ;
- établir un processus d'évaluation par les pairs, pour le suivi de la performance des pays membres ayant adhéré à cette idée dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

c. Financement des infrastructures pour la réalisation des objectifs de sécurité de l'eau

- placer l'impact positif des infrastructures de mobilisation des ressources en eau et d'assainissement sur le développement au cœur de nos stratégies de financement ;
- renforcer le poids de l'infrastructure pour l'eau et l'assainissement dans les plans de développement national et les dépenses publiques, et consacrer une part croissante du financement multilatéral à l'infrastructure ;
- assurer l'appropriation par l'Afrique du contrôle public et du cadre juridique en vue de protéger les intérêts publics, en particulier ceux des populations pauvres et vulnérables ;
- approfondir nos relations de partenariat régional en matière d'infrastructures, coopérer pour la gestion des ressources en eaux partagées, et explorer les possibilités d'investissements d'infrastructures d'importance régionale ;
- assurer la cohérence entre nos rapports financiers et les impacts économiques et sociaux enregistrés.

d. Changement climatique et adaptation

- mettre en place des mesures d'adaptation, afin d'assurer la sécurité durable de l'eau pour les besoins sociaux, économiques et environnementaux ;
- promouvoir la coopération en matière d'élaboration de systèmes efficaces d'alerte précoce pour la prévention et l'atténuation des catastrophes liées à l'eau, en vue de réduire les effets néfastes du changement climatique sur le développement économique, la sécurité alimentaire et les actions de lutte contre la pauvreté ;
- encourager l'utilisation efficiente de l'eau, par des mesures appropriées telles que la gestion de la demande, la réutilisation de l'eau et d'autres options techniques d'utilisation optimale des ressources en eau disponibles mais limitées.

e. Utilisation agricole de l'eau

- Se réengager dans l'utilisation agricole de l'eau en Afrique, y compris en matière d'irrigation, de drainage et de captage des eaux de pluie ;
- Soutenir le NEPAD dans la mise en œuvre de la nouvelle Initiative pour l'utilisation agricole de l'eau (AgWA) qui répond au pilier 1 du NEPAD « Programme de développement global de l'agriculture en Afrique (CAADP) » ;
- Augmenter les investissements afin d'assurer une plus solide, large base et durable apport des fonds, aussi bien que pour le soutien des stratégies sectorielles que des politiques en matière d'utilisation agricole de l'eau.

f. Exploitation des eaux souterraines

- exploiter les eaux souterraines locales afin d'améliorer les conditions de vie et gérer les risques liés à au changement climatique ;
- formaliser le dialogue sur la gestion des eaux

souterraines en Afrique et mettre en œuvre la feuille de route de la Commission africaine des eaux souterraines.

g. Captage et réutilisation des eaux

- Soutenir les stratégies de captage et des eaux afin de compléter la mise en œuvre des OMD relatifs à l'eau et l'adaptation aux changements climatiques en Afrique ;
- Soutenir le développement et la mise en œuvre de la réutilisation des eaux comme partie intégrante de la stratégie de conservation des eaux.

h. Faire face aux défis environnementaux et sociaux

- établir l'équilibre entre les composantes sociales, environnementales et économiques en matière d'infrastructure de l'eau ;
- rendre opérationnel les principes de gestion intégrée des ressources en eau en vue de leur exploitation optimale à des fins économiques, sociales et environnementales.

i. Développement institutionnel et renforcement des capacités

- Développer des capacités institutionnelles et des ressources humaines à tous les niveaux et pour tous les acteurs dans le secteur de l'eau et de l'assainissement ;
- Soutenir le renforcement des Gouvernements locaux et développer leurs capacités à mettre en œuvre et de gérer les programmes décentralisés.

- Nous exhortons la communauté internationale à honorer ses engagements pour accroître les moyens financiers en faveur des investissements.

Plans and Public Expenditure, and directing an increasing proportion of multilateral finance into infrastructure;

- *ensure the necessary African ownership, public control and legal frameworks to protect the public interests, particularly those of the poor and the vulnerable;*
- *deepen our regional partnerships over water use infrastructure, co-operating over shared water resources, and looking for opportunities to invest in infrastructure of regional importance;*
- *match our reporting on finance with the economic and social impacts that have been delivered.*

d. Climate change and adaptation

- *put in place adaptation measures to ensure sustainable water security for the social, economic and environmental needs;*
- *promote co-operation in the development of effective early warning systems for water-related disaster prevention and mitigation to reduce the negative impacts of climate change on economic development, food security and poverty eradication efforts;*
- *encourage water use efficiency through appropriate measures such as demand management, reuse and other technological options to optimize on limited water availability.*

e. Agricultural Water Use

- *Re-engage in agricultural water use in Africa, including irrigation, drainage and rainwater harvesting.*
- *support NEPAD in the implementation of a new Initiative for Agricultural Water in Africa (AgWA) that responds to pillar I of NEPAD's Comprehensive Africa Agricultural Development Program (CAADP)*
- *scale up investments to ensure a more reliable, broad based and sustained flow of funds, as well as supporting sectoral strategies and policies in the field of agricultural water.*

f. Groundwater use

- *harness local groundwater resources to improve livelihoods and managing risks associated with climate change;*
- *institutionalise dialogue on groundwater management in Africa and implementing the Roadmap for the African Groundwater Commission.*

g. Rainwater harvesting and Reuse

- *Support the water harvesting strategies to complement implementation of the water related MDGs and for climate change adaptation in Africa*
- *Support development and implementation of water reuse as part of water conservation*

strategy

h. Addressing the Environmental and Social Challenges

- *balance social, environmental and economic components of water infrastructure development;*
- *operationalize IWRM principles of optimizing water resources development for economic, social and environmental needs;*

i. Capacity building and institutional development

- *build institutional and human resources capacity at all levels for all actors in the water and sanitation sector*
- *support the empowerment local government and build their capacity to implement decentralised programme implementation and management.*
- *We appeal to the international community to meet their commitments to increase investment for water resources development.*

PART III : Key Messages and Suggested Decisions to the African Union Summit

- We humbly request the AU Heads of State and Government to:

- finalise the status of AMCOW as a*

PARTIE III : Principaux messages et décisions suggérés au Sommet de l'Union africaine

Nous recommandons avec déférence aux Chefs d'État et de gouvernement de l'UA de :

a. approuver le statut d'AMCOW comme Comité Technique spécialisé de l'Union ;

b. faire de la Facilité africaine de l'eau et de l'initiative eau et assainissement en milieu rural un point permanent à l'ordre du jour des délibérations et dialogues avec les partenaires internationaux ;

c. encourager les Etats membres et les institutions régionales appropriées à développer d'urgence des stratégies d'adaptation aux changements climatiques et à les intégrer dans les plans de gestions des ressources en eau;

d. entériner la Déclaration d'eThekwini (Durban) sur l'assainissement et les mesures d'accompagnement ;

e. promouvoir le soutien politique et la mise en œuvre continue de la déclaration de Syrte sur l'agriculture et l'eau;

f. prioriser et accroître les budgets nationaux alloués à l'eau et l'assainissement

g. utiliser l'eau pour promouvoir la coopération et le partage des retombées bénéfiques entre pays.

PARTIE IV : Principaux messages au Sommet du G8 de 2008 au Japon

Nous rappelons que, lors de ses derniers sommets, le G8 a adopté un certain nombre d'initia-

Specialised Technical Committee of the Union

b. *make the African Water Facility and the Rural Water Supply and Sanitation Initiative constant agenda items in their deliberations and dialogue with international partners*

c. *encourage member countries to urgently develop climate change adaptation strategies and mainstream in this in their water resources development*

d. *endorse the eThekwini Declaration on Sanitation and its accompanying actions*

e. *provide political support for the continued implementation of the Syrte Declaration on Agriculture and Water;*

f. *prioritize and increase the allocation of resources, through national plans, to water and sanitation in national budgets;*

g. *strengthen co-operation among riparian states for the mutual benefit of the parties.*

PART IV: Key Messages to the G8 Summit 2008 in Japan

-We recall that at its recent Summits, the G8 had adopted a number of initiatives on Africa's water situation and invite the G8 2008 Summit in Japan to:

a. *implement the respective G8 initiatives on water for Africa, notably the 2003 Evian Plan on Water; the G8-UK Initiative on Water*

tives pour l'eau en Afrique et invitons le Sommet de 2008 du G8 au Japon à :

a) *mettre en œuvre les initiatives respectives du G8 pour l'eau en Afrique, notamment le Plan d'Evian sur l'eau de 2003, l'initiative du G8 – Royaume-Uni sur l'eau (2006), l'initiative du G8 – Allemagne sur les eaux transfrontalières (2007) et le plan d'action de Kananaskis ;*

b) *soutenir la mise en œuvre de la Déclaration de Durban sur l'assainissement en tant que résultat essentiel de la Première semaine africaine de l'eau dans le sens de la réalisation des OMD et le développement socio-économique de l'Afrique;*

c) *prendre des mesures pour répondre aux besoins spécifiques de l'Afrique en matière d'adaptation au changement climatique, face aux menaces et à la vulnérabilité de son développement socioéconomique ;*

d) *honorer leurs engagements et aider à mobiliser des ressources substantielles pour la Facilité africaine de l'eau.*

PARTIE V : Autres questions Deuxième semaine africaine de l'eau 2009/2010

Nous réitérons nos remerciements au Gouvernement du Kenya, au PNUE, à Un-Habitat et à l'UNESCO d'avoir accepté d'abriter la Deuxième Semaine Africaine de l'Eau 2009/2010 qui se tiendra à Nairobi au Kenya.

Endossement des résultats de Tunis

Nous endossons les présents résultats, conclusions et recommandations de Tunis.

REMERCIEMENTS

(2006), the German G8 Initiative on Transboundary Waters (2007), the Kananaskis Action Plan;

b. *support the implementation of the Durban Declaration on Sanitation as well as the key outcomes of the First African Water Week in pursuit of the MDGs and socioeconomic development of Africa;*

c. *implementing measures for addressing the special needs of Africa on adaptation to climate change in view of the threats to Africa's water security;*

d. *honour their commitments and assist in mobilising substantial resources for the African Water Facility.*

Part V: Other Matters Second African Water Week 2009/2010

-We reiterate our gratitude to the government of Kenya, UNEP, UN-HABITAT and UNESCO for having accepted to host the Second African Water Week 2009/10 which will take place in Nairobi Kenya.

Endorsement of Tunis Outcomes

- We endorse the attached Tunis outcomes, conclusions and recommendations.

Appreciation

a. Nous exprimons notre gratitude envers le Gouvernement de la République de Tunisie pour avoir abrité la Première semaine africaine de l'eau.

b. Nous exprimons nos vifs remerciements au Président Donald Kaberuka et à la Direction de la Banque africaine de développement pour leur ferme engagement en faveur des actions destinées à relever les sérieux défis de l'eau et de l'assainissement en Afrique, et pour leur soutien constant et substantiel à AMCOW. Nous nous félicitons vivement des efforts déployés par la Banque pour l'organisation avec succès de la Première semaine africaine de l'eau.

c. Nous apprécions vivement le soutien constant qui a été apporté à AMCOW par les institutions des Nations Unies, notamment le Conseil consultatif du Secrétaire général des Nations Unies sur l'eau et son Président S.A.R. Prince Willem-Alexander, Prince d'Orange ainsi que le Groupe eau – Afrique des Nations Unies;

d. Nous nous félicitons du soutien et des contributions de nos partenaires au développement ;

e. Nous avons tiré parti, dans une large mesure, de la coopération constante avec les organisations de la société civile et des divers partenariats régionaux et internationaux pour l'eau.

Tunis, 28 Mars 2008

a. *We extend our gratitude to the Government of the Republic of Tunisia for hosting the First African Water Week*

b. *We extend our profound appreciation to President Donald Kaberuka and Management of the African Development Bank for the firm commitment towards addressing Africa's critical water challenges and for continuous and substantial support to AMCOW. We highly appreciate the Bank's achievement in hosting and organising successfully the First Africa Water Week*

c. *We highly appreciate the solid support being given to AMCOW by the UN entities, particularly the United Nations Secretary General's Advisory Board on Water and its Chair, H.R.H Prince Willem-Alexander, Prince of Orange, and UN Water Africa;*

d. *We applaud the support and contribution of our Development Co-operation Partners;*

e. *We have benefited greatly from the continued co-operation with civil society groups and various international and regional water partnerships.*

Tunis 28 March 2008

Quelques photos de la Semaine / *Some pictures of the AWW1*



Ph. SI Coulibaly

DERNIÈRE MINUTE

AZAD n'est plus !

Seydou Azad Sawadogo, responsable de la communication du Centre Régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût (CREPA), institution hôte du GWP/AO est décédé le 12 juin 2008. Agé de 58 ans, celui que tout le monde appelait AZAD, a été Directeur Général de la Radio Télévision nationale du Burkina Faso (RTB). C'est en 2006 qu'il a été appelé au CREPA comme premier responsable du service Communication, Documentation, Information (CODIN). Il est mort des suites d'une maladie. Dors en paix cher ainé !



Azad for ever !

Seydou Azad Sawadogo, communication manager at the regional Center for safe drinking water and Sanitation at low cost (CREPA), host institution for GWP/WA, died on 12 June 2008.

Known by everybody as Azad, he was 58 years old. He was Director General of the national radio and television of Burkina Faso (RTB). He was called on to CREPA as manager of the department of communication, Documentation and Information (CODIN) in 2006. He died after a long illness.

May you rest in peace Azad !

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTRE DE L'ENERGIE,
DES MINES ET DE L'EAU

**Plan d'Action National
de Gestion Intégrée
des Ressources en Eau
(1^{ère} Partie)**

**Etat des lieux des Ressources
en Eau et de leur cadre
de Gestion**

Rapport Final

Décembre 2007

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTRE DE L'ENERGIE,
DES MINES ET DE L'EAU

**Plan d'Action National
de Gestion Intégrée
des Ressources en Eau
(2^{ème} Partie)**

**Objectifs, Résultats, Action
et Modalités de Mise en Œuvre**

Rapport Final

Décembre 2007

Union Européenne



European Union